

L'ALGÉRIE SE LANCE DANS L'EXPORTATION DES STYLOS D'INSULINE

2,5 millions unités expédiées vers l'Arabie saoudite

Dans un monde où l'indépendance pharmaceutique est un enjeu crucial, l'Algérie montre la voie. Ces initiatives et ses ambitions reflètent une vision audacieuse et une détermination à améliorer la santé et le bien-être de sa population, tout en ouvrant de nouvelles perspectives à l'échelle internationale. Dans ce domaine, la production de l'insuline, en dépit de tout acharnement à la faire faiblir, vient de signer une belle performance, en exportant un premier lot de stylos d'insuline rapide, pour un montant de 4 millions d'Euros, pour une commande globale de 2,5 million d'Unités représentant 11 millions d'Euros. P 3



GRUPE DE LA BANQUE
ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT
Faid participe
aux réunions annuelles
à Ryad

Le ministre des Finances Laaziz Faid, participe aux réunions annuelles du groupe de la Banque islamique de développement (BID) qui se tiennent du 27 avril au 1 mai à Ryad (Arabie saoudite), a indiqué hier le ministère des Finances dans un communiqué.

P 2

ENQUÊTE DE L'ONS AU
QUATRIÈME TRIMESTRE 2023
L'activité industrielle
en hausse

L'activité industrielle a augmenté au quatrième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent, Selon l'opinion des chefs d'entreprises publiques et privées, ayant répondu à l'enquête de l'Office national des statistiques (ONS). Cette tendance haussière devrait se poursuivre durant les prochains mois. «Pour le prochain trimestre et par rapport au précédent, les chefs d'entreprises publiques et privées ayant répondu à l'enquête prévoient une hausse de la production et de la demande. Par ailleurs, ils prévoient de bonnes perspectives de leur trésorerie pour les trois prochains mois», selon la même source.

P 5

OCTROI DU FONCIER
ÉCONOMIQUE
203 décisions provisoires
délivrées depuis février
2024



Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a révélé, samedi à Annaba, que 203 décisions provisoires d'octroi de foncier économique ont été délivrées depuis le début de l'opération de dépôt des demandes via la plateforme numérique de l'agence, en février 2024.

P 6

CONCOURS THE ALGERIAN EXCELLENCE
AWARDS

**Encourager les jeunes
entrepreneurs
à l'innovation** P 5

LE COLLOQUE NATIONAL ORGANISÉ PAR
L'ONSC À BÉCHAR

**La sécurité hydrique
en Algérie en débat** P 3

HUAWEI

**Convention de coopération
avec 12 institutions
universitaires du Sud
du pays** P 6

ALGÉRIE-TÉLÉCOM

Le débit internet augmenté jusqu'à 1 gigabits

Algérie-Télécom a procédé à une augmentation « significative et exceptionnelle » du débit internet de ses abonnés à la formule 300 Mbps, qui passeront désormais à une vitesse de 1 Gbps et ce, jusqu'au 9 mai prochain, indique dimanche un communiqué de cette entreprise. « Algérie Télécom est fière d'annoncer une augmentation significative du débit internet pour ses abonnés à la formule 300 Mbps qui passeront désormais à une vitesse de 1 Gbps jusqu'au 9 mai 2024 », précise la même source, soulignant que « cette amélioration exceptionnelle s'inscrit dans une série d'initiatives visant à offrir des débits encore plus élevés à tous ses clients où qu'ils se trouvent ».

Le communiqué précise que « pour bénéficier d'une expérience optimale en mode wifi, il serait nécessaire pour les abonnés aux formules 100 Mbps et plus de s'équiper d'un routeur ou d'un répéteur WiFi (Catégorie Wifi 5 ou 6) ».

Algérie Télécom relève, en outre, que « cette augmentation de débit sans précédent reflète notre engagement continu à fournir des services internet de haute qualité et une expérience utilisateur exceptionnelle, répondant ainsi aux besoins croissants de nos abonnés ».

GROUPE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Faid participe aux réunions annuelles à Ryad

Le ministre des Finances Laaziz Faid, participe aux réunions annuelles du groupe de la Banque islamique de développement (BID) qui se tiennent du 27 avril au 1 mai à Ryad (Arabie saoudite), a indiqué hier le ministère des Finances dans un communiqué.

Par Slimane T

Faid s'est rendu samedi à la capitale saoudienne pour participer à ces réunions, « dans le cadre de la poursuite de son agenda de rencontres internationales en sa qualité de gouverneur pour l'Algérie auprès des banques multilatérales de développement », indique la même source. L'édition 2024 des réunions annuelles de la BID portera sur le thème : « Chérir notre passé et tracer notre avenir : originalité, solidarité et prospérité ». Ces réunions coïncideront avec le 50e anniversaire de la création de cette institution et connaîtront une participation de haut niveau, comprenant des chefs de gouvernement et des ministres des Finances et de l'économie du monde arabe et musulman ainsi que des dirigeants d'institutions de développement et du secteur privé, explique le communiqué. Au ti-

tre de ces assemblées, la délégation conduite par le ministre des Finances prendra part aux sessions des Conseils des gouverneurs de la BID, consacrées aux questions statutaires et à l'examen des activités de cette institution et de ses filiales ainsi qu'à l'adoption des rapports annuels des activités financières des institutions qui constituent le groupe de la BID. M. Faid saisira également l'opportunité de sa présence pour rencontrer certains de ses homologues et des responsables d'institutions financières régionales et internationales, en vue d'échanger sur les multiples défis auxquels font face les différentes économies ainsi que sur les perspectives socio-économiques de la région et examiner les possibilités de nouvelles pistes de coopération et de partenariat, indique le document. La BID est une institution multilatérale de développement créée en 1974 en vue de

promouvoir le développement humain, en concentrant ses efforts sur les volets prioritaires portant sur la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé, la promotion de l'éducation, l'amélioration de la gouvernance et la réalisation de l'objectif de prospérité des populations. Elle s'est constituée ensuite en groupe d'institutions spécialisées par la création de quatre autres filiales: la Société islamique de développement du secteur privé, la Société internationale islamique de financement du commerce, la Société islamique pour l'assurance des investissements et des crédits à l'exportation ainsi que le Fonds islamique pour le développement. La BID est composée de 57 pays membres. L'Algérie qui a adhéré à la BID en février 1975 en qualité de membre fondateur, occupe actuellement la 10ème position dans l'actionnariat de cette institution, selon le communiqué. (APS)

BAISSE DES TAUX D'INTÉRÊTS DES CRÉDITS D'INVESTISSEMENT

Le CREA se félicite

Par S. T.

Le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) a salué, dimanche dans un communiqué, la décision de faire baisser les taux d'intérêts sur les crédits d'investissement par les banques, annoncée samedi par le ministre des Finances, Laaziz Faid. Cette décision est « le résultat de la concertation permanente hautement appréciée par les opérateurs économiques, entre les pouvoirs publics et le CREA », souligne le

syndicat patronal.

« Cette concertation salubre, à plus d'un titre, permet le renforcement de la dynamique des investissements, déjà en cours, dans notre pays et ouvre la voie à des perspectives prometteuses à même de faire face aux défis immédiats et futurs de notre économie nationale », est-il indiqué dans le communiqué. Le ministre des Finances avait annoncé, lors d'une conférence de presse samedi, que « les banques abaisseront les taux d'intérêt de manière significative dans les prochains jours, ce qui

contribuera au financement de l'économie nationale et stimulera l'investissement ». Un abaissement du loyer de l'argent qui induira « une réduction des coûts de l'investissement » et contribuera à faire « reculer l'inflation », a assuré le ministre, tout en mettant en avant l'apport accru des banques et autres institutions financières publiques dans le financement de l'activité économique nationale, dont un encours global de crédits bancaires à l'économie de l'ordre de 10.750 milliards de dinars au titre de l'exercice écoulé.

Ainsi, outre les mesures prises ces quelques dernières années en vue de raccourcir les délais de traitement des dossiers de crédits au niveau des banques, l'abaissement annoncé pour les prochains jours des taux d'intérêts bancaires devra contribuer grandement à lever les contraintes liées à l'accès aux financements pour les porteurs de projets, après les facilitations mises en place ces derniers mois pour l'accès au foncier, ce qui donnera davantage de visibilité aux investisseurs.

L'USTHB ET L'ETUSA ORGANISENT UNE CARAVANE À TRAVERS LA WILAYA D'ALGER

Rapprocher la science du citoyen

L'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène (USTHB) et l'Entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) ont lancé, samedi, une caravane scientifique « La science pour tous ». Selon le responsable de l'Université, « l'USTHB et l'Etusa se déploient sur la wilaya d'Alger pour rapprocher la science du citoyen, à travers le lancement de la caravane scientifique 'La science pour tous' qui sera assurée par un bus itinérant, offert et aménagé par

l'Etusa sous forme de laboratoire scientifique et technologique ». « La cérémonie de lancement de 'L'USTHB Science-Bus' s'est déroulée le samedi 27 avril 2024 à 13h à l'occasion du cinquantième anniversaire de la création de l'USTHB », indique le responsable universitaire, soulignant que cette caravane est destinée « à rapprocher l'Université du citoyen à travers l'organisation in situ des animations et des démonstrations de vulgarisation de la science, et ce, dans divers

domaines scientifiques et technologiques, notamment les mathématiques, la physique, l'électricité, l'environnement, les sciences de la terre, le génie civil, la biologie, la chimie, l'intelligence artificielle, l'informatique et l'énergie ». L'« USTHB Science-Bus » se déploiera durant un mois au niveau des espaces publics de la wilaya d'Alger, notamment les Sablettes, La prise d'eau, les parcs des Grands Vents et de Ben Aknoun ainsi que dans d'autres espaces

publics pour intéresser les enfants aux sciences et aux technologies et leur inculquer l'esprit de créativité et de l'innovation. La même source relève que cette initiative « constituera aussi pour les futurs bacheliers des portes ouvertes ambulantes sur l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène ». En outre, cette action vise à « éveiller et stimuler la créativité et l'inventivité des enfants afin de rendre la science accessible à tous ».

Quotidien économique

Les Enjeux
EcoEdité par la
SARLLes enjeux Eco
Tel: 06 98165554**Gérant**
Belmihoub
Abdelaziz**Directeur de
publication**
Radji Zahir**Siège social**
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Saïd, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.comccb : BDL 005
00170000003889 09**Impression**
Centre : SIA**Distribution**
Centre:
les enjeux Eco« Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité »
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

L'ALGÉRIE SE LANCE DANS L'EXPORTATION DES STYLOS D'INSULINE

2,5 millions unités expédiées vers l'Arabie saoudite

Dans un monde où l'indépendance pharmaceutique est un enjeu crucial, l'Algérie montre la voie. Ces initiatives et ses ambitions reflètent une vision audacieuse et une détermination à améliorer la santé et le bien-être de sa population, tout en ouvrant de nouvelles perspectives à l'échelle internationale. Dans ce domaine, la production de l'insuline, en dépit de tout acharnement à la faire faiblir, vient de signer une belle performance, en exportant un premier lot de stylos d'insuline rapide, pour un montant de 4 millions d'Euros, pour une commande globale de 2,5 million d'Unités représentant 11 millions d'Euros.

Par Réda Hadi

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a supervisé, ce dimanche, l'expédition, vers l'Arabie Saoudite, du premier lot de stylos d'insuline rapide, fabriqués par Novo Nordisk dans l'usine de Boufarik. «C'est une opération concrète, des palettes de stylos d'insuline sont déjà dans le port» a assuré Mme Malika Derghal, directrice générale de Novo-Nordisk Algérie.

D'ailleurs, Ali Aoun, a exprimé sa satisfaction et affirme « Nous félicitons Novo Nordisk d'adhérer à la stratégie des autorités du pays et d'exporter l'insuline vers un pays arabe (l'Arabie Saoudite), où il est très difficile de placer des médicaments fabriqués à l'étranger» Et par la même affiche les ambitions algériennes de conquête de nouveaux marchés.

Faut dire qu'avec ce premier lot exporté, l'Algérie se prépare à une révolution majeure dans son industrie pharmaceutique, avec des développements récents qui pourraient non seulement renforcer l'indépendance nationale, mais aussi permettre d'exporter des stylos d'insuline algériens vers d'autres pays.

La directrice générale de l'usine de production d'insuline à Boufarik, Malika Derbal, a annoncé que leur installation avait dépassé sa capacité de production annuelle de 55 millions de stylos d'insuline.

Or selon la mémé responsable, Novo Nordisk Algérie a justement l'ambition de pénétrer les mar-

chés de la région Mena (Nord de l'Afrique et Moyen-Orient). Les projections de l'exportation pour 2025, sont de l'ordre de 25 millions d'euros avec une entrée en monnaie forte de plus de 7 millions d'euros. Le pays cible est la Tunisie. La firme danoise a déjà exporté, vers la Libye, un antidiabétique oral, La Metformine, produite dans l'usine de Tizi-Ouzou.

« L'insuline est fabriquée à 60% en Algérie, soit en full process soit en montage. Un saut qualitatif a été enregistré » a souligné Ali Aoun. Il a poursuivi en disant que l'Algérie a relevé le défi de la disponibilité de toutes les formes de l'insuline. « Pour la première fois, aucune rupture n'a été signalée pendant le mois du ramadan » a-t-il affirmé. Il a exigé, néanmoins, des producteurs, de constituer un stock de six mois et une réserve équivalente au niveau des distributeurs.

Rappelons-nous que l'objectif est de satisfaire la quasi-totalité de la demande nationale en insuline. La production locale de ces médicaments vitaux garantira l'accès continu aux soins pour les patients diabétiques du pays. La directrice de l'usine de Boufarik a également annoncé que l'année prochaine, au plus tard, l'entreprise serait en mesure de satisfaire 99 % de la demande du marché national, ce qui est une étape significative vers la réduction de la dépendance à l'importation.

Jusqu'à présent, l'Algérie importait des stylos d'insuline destinés aux patients diabétiques. L'usine de Boufarik a radicalement changé la donne.

Cette étape est d'autant plus cruciale que le mi-

nistre de l'Industrie, Ali Aoun, a révélé que l'Algérie dépensait annuellement 400 millions d'euros pour l'importation de ce médicament vital.

Durant sa première année d'exploitation de son usine de Boufarik (inaugurée en janvier 2023), Novo Nordisk, producteur pharmaceutique local, a fabriqué 17,9 millions de stylos d'insuline rapide. Il a permis, ainsi, à la Caisse nationale des travailleurs assurés sociaux (CNAS) de faire une économie de 17 millions d'euros sur les dépenses de remboursement des frais médicaux.

La facture d'importation des stylos d'insuline a baissé de 49 millions de dollars durant la même année de référence. La tendance baissière devrait se poursuivre, puisque le site a une capacité de production de 55 millions d'unités par an. « On s'oriente vers l'export, mais notre priorité est le patient algérien » a attesté la directrice générale de Novo-Nordisk Algérie. « Les perspectives de production en 2025 seront de 57 millions d'unités, couvrant largement les besoins du marché local et les projections d'exportations » a enchaîné Mohamed Ouagnouni Vice-Président des sites de production de Novo Nordisk Algérie.

Ces développements dans l'industrie pharmaceutique algérienne représentent un tournant significatif. Ils illustrent comment une nation peut renforcer sa capacité de production pour répondre aux besoins de sa population, réduire sa dépendance à l'importation et se préparer à l'exportation. Le potentiel de l'Algérie pour devenir un acteur majeur sur la scène pharmaceutique internationale est de plus en plus évident.

9^e CONGRÈS DE LA SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE D'ORTHODONTIE Défis et perspectives

Les participants aux travaux du 9^e Congrès de la Société algérienne d'orthodontie ouverts à Alger ont réaffirmé l'importance de prioriser la formation continue pour être au diapason avec les développements que connaît le monde dans ce domaine.

Lors de cette manifestation scientifique organisée, deux jours durant, sous le thème «Orthodontie moderne: possibilités et limites», en présence d'éminents spécialistes nationaux et étrangers dans ce domaine, les participants ont passé en revue les dernières techniques et évolutions dans le domaine de l'orthodontie, ainsi que les défis et les perspectives de cette spécialité.

Dans une allocution d'ouverture, le nouveau président de la Société algérienne d'orthodontie, le Dr Réda Lotfi Alim, a indiqué que le thème de ce congrès «reflète pleinement l'engagement des spécialistes à explorer les opportunités offertes dans le contexte des progrès réalisés dans le domaine de l'orthodontie, tout en reconnaissant les défis auxquels nous sommes confrontés». Soulignant la nécessité pour les médecins spécialistes et les étudiants de bénéficier d'une formation continue afin de s'enquérir des pratiques modernes dans ce domaine, le président de la Société a fait savoir que ce congrès se veut une occasion pour échanger les idées et les expertises entre spécialistes nationaux et étrangers. Pour sa part, la présidente du 9^e Congrès et chef du service d'orthodontie à l'hôpital de Beni Messous, le Pr Nadira Benkharfallah, a mis en avant «l'importance de promouvoir cette spécialité» et la développer davantage.

R. E.

R. E.

LE COLLOQUE NATIONAL ORGANISÉ PAR L'ONSC À BÉCHAR

La sécurité hydrique en Algérie en débat

« La sécurité hydrique en Algérie » est le thème du Colloque national, organisé ce samedi à l'Université Ahmed-Tahri de Béchar par l'Observatoire national de la société civile (ONSC), indique dimanche un communiqué de l'instance consultative. L'organisation de ce colloque s'inscrit dans le cadre de « la stratégie d'action de l'Observatoire national de la société civile, au titre de son approche participative visant à ac-

compagner, promouvoir et renforcer le rôle de la société civile dans la réalisation du développement local, conformément à la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune », précise le communiqué. Ce colloque de deux jours (27 et 28 avril) aborde plusieurs questions, dont la protection des ressources en eau, l'identification de solutions à la problématique de la sécurité hydrique et de la rareté de l'eau, l'amélioration de l'ef-

ficacité de l'utilisation de l'eau dans l'agriculture, la conscientisation environnementale et les législations en matière environnementale. Les travaux portent également sur les moyens d'élaborer des stratégies et des politiques communes pour la protection des ressources hydriques locales, les cadres juridiques liés à la gestion des crises de l'eau, l'utilisation de technologies propres dans ce domaine et le développement et la diversification des

sources d'alimentation en eau. Plusieurs activités scientifiques sont prévues lors de ce colloque, dont des conférences et des tables rondes interactives animées par des experts en environnement, avec la participation de plus de 80 spécialistes relevant d'organisations de la société civile du domaine, des représentants des instances et des autorités locales et des étudiants.

R. E.

R. E.

AGRICULTURE/STARTUPS

Lancement de la 4^e édition du concours Africa Sipsa Innov Award

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El Mahdi Oualid, a donné samedi à Alger, le coup d'envoi de la 4^e édition du concours de l'innovation dans le secteur de l'agriculture en Afrique "Africa Sipsa Innov Award 2024", organisé par le cercle de réflexion de l'incubateur Filaha Innov (GRFI). Ce concours est destiné aux porteurs d'idées et de projets innovants africains dans les différentes filières de l'agriculture, mais aussi de l'agro-alimentaire, de la pêche et de l'aquaculture, expliquent ses initiateurs lors de la cérémonie du lancement. Le trophée de cette édition, auquel participe 39 startups algériennes et africaines, est baptisé "Trophée Sid Ahmed Ferroukhi", en hommage à l'ancien ministre de l'Agriculture, décédé en juin 2022.

Dans son allocution, M. Oualid a souligné l'intérêt porté par son département aux jeunes innovateurs dans l'agriculture, précisant que plus de 200 startups labellisées actives dans ce secteur.

« Ces startups contribuent grandement à l'intégration des nouvelles technologies dans le secteur agricole pour optimiser les rendements, notamment à travers des systèmes d'irrigation intelligents et des systèmes de surveillance et de contrôle à distance des fermes agricoles », a-t-il indiqué. Outre le soutien et l'accompagnement des startups, le ministre a tenu à rappeler que son département est également chargé de financer les micro-entreprises des jeunes promoteurs dans les domaines de l'agriculture et de l'aquaculture. De son côté, le président de l'incubateur Filaha Innov, Amine Bensemmane, a mis en avant l'inté-

rêt de cette initiative qui permet d'encourager les jeunes à développer des solutions innovantes pour une agriculture durable et intelligente, en réitérant l'engagement de l'incubateur à soutenir l'entrepreneuriat dans ce domaine.

Les projets présentés par les candidats en lice seront évalués par un comité d'experts avant que les résultats soient annoncés à l'occasion de la 22^e édition du Salon Sipsa-Filaha et Africa Food Export, prévue du 20 au 23 mai au Palais des expositions (Pins maritimes-Alger).

Cette événement verra la tenue de la Conférence panafricaine sur le débat alimentaire (The Pan African Food debate-Algiers edition), le 20 et le 21 mai prochain, sous le thème "Bâtir une coprosperité alimentaire en Afrique".

Organisé en partenariat avec l'Institut sé-

négalais de recherche agricole, cette rencontre sera l'occasion de réfléchir à une action commune et échanger les expériences entre les différents experts afin de faire face aux défis des changements climatiques et assurer la sécurité alimentaire à toutes les populations de la région, a expliqué le vice-président du GRFI, Brahim Zitouni. L'objectif consiste à « stimuler le commerce Sud-Sud et construire progressivement une aire de coprosperité régionale pour faire face au défi climatique et démographique », a-t-il ajouté. La conférence regroupera des représentants de 10 pays africains (Algérie, Tunisie, Libye, Mauritanie, Mali, Sénégal, Niger, Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Sahara Occidentale) ainsi que des représentants de la FAO et de la Banque de développement africaine (BAD).

TRANSPORT AÉRIEN

15,4 millions de passagers en 2023

Les 36 aéroports du pays ouverts à la navigation aérienne publique ont enregistré près de 15,4 millions de passagers en 2023, dont 6,7 millions sur le réseau national et 8,6 millions sur le réseau international, soit un nombre supérieur à celui enregistré avant la pandémie du coronavirus, estimé à 14,3 millions de passagers en 2019. C'est ce que le ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana a fait savoir lors d'une rencontre tenue avant-hier samedi à Tipasa. Selon les chiffres du ministre, l'aéroport d'Alger a enregistré à lui seul un trafic de huit (8) millions de passagers, dont 5,6 millions sur le réseau international. Le ministre a également fait part de la mobilisation de 12 aéroports à travers le pays pour le transport des futurs pèlerins aux Lieux saints de l'islam pour accomplir les rituels du Hadj, ajoutant que les préparatifs sont en cours pour l'accueil des visiteurs et des touristes durant la prochaine saison estivale.

OOREDOO

Lancement de la 17ème édition du «Media Star»

L'opérateur de téléphonie mobile Ooredoo a annoncé le lancement de la 17e édition de son concours «Media Star» destinée aux journalistes professionnels des médias algériens. L'édition 2024 aborde le thème principal « Transformation numérique et intelligence artificielle en Algérie : enjeux et défis ». Le concours sera ouvert aux œuvres publiées ou diffusées entre le 25 septembre 2023 et le 27 juin 2024, à condition que le concours porte sur toute œuvre de la presse écrite, des médias audiovisuels et des médias électroniques, publiés ou diffusés sur les médias algériens dans la période mentionnée ci-dessus. Les œuvres éligibles pour participer au concours doivent être en langues nationales ou étrangères, et doivent aborder le thème principal de l'édition 2024 : « Transformation numérique et intelligence artificielle en Algérie : défis et enjeux » dans les catégories du journalisme écrit, des médias électroniques, des émissions radio et télévision.

Dernière composition de DZAIRINDEX

| Valeur | Ouv | Clôture | Var % | Cap.flottante |
|---------------------|---------|---------|-------|----------------|
| ALLIANCE ASSURANCES | 430,00 | 430,00 | 0,00 | 1 241 503 310 |
| BIOPHARM | 2300,00 | 2305,00 | 0,22 | 11 766 806 025 |
| EGH EL AURASSI | 450,00 | 450,00 | 0,00 | 540 000 000,00 |
| SAIDAL | 499,00 | 499,00 | 0,00 | 998 000 000 |

FINANCES

La BDL en bourse dès la prochaine rentrée sociale

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé que la Banque de développement local (BDL) sera introduite à la Bourse d'Alger à partir de la prochaine rentrée sociale, via une ouverture partielle du capital de cette institution bancaire publique, après le "succès éclatant" de l'introduction des actions de la banque du Crédit populaire d'Algérie (CPA) le mois dernier. A ce propos, il a souligné que l'entrée de la BDL à la Bourse était à même de renforcer la confiance placée dans le système financier national et la fiabilité des sociétés cotées, af-



firmant que l'introduction du Crédit populaire d'Algérie (CPA), ayant permis de drainer 112 milliards de DA en souscriptions dans le capital de l'institution bancaire, constituait "un tournant" dans l'évolution du marché financier algérien, outil supplémentaire de financement de l'économie. En outre, le ministre des Finances a affirmé que la nouvelle dynamique qu'a connue la Bourse d'Alger ces derniers temps permettra l'introduction prochaine de nouveaux établissements, activant notamment dans le secteur des assurances, en plus d'un autre "établissement public".

MÉDÉA

65 hectares de culture de tournesol réalisés

Une superficie de 65 hectares de culture de tournesol a été réalisée à Médéa, au titre de la campagne de semences 2024, entamée à la mi-avril courant, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction des services agricoles. Un objectif prévisionnel de deux cent hectares de culture de tournesol a été fixé par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural aux wilayas concernées par le programme de développement des oléagineux, et 32% de cet objectif a été concrétisé à Médéa, a expliqué le chef de service de l'organisation de la production et de l'appui technique à la DSA,

Lyes Beladzar. Les 65 hectares de tournesol réalisés depuis le début de la campagne sont ventilés à travers près d'une trentaine de parcelles localisées dans les communes de Tablat, Chahbounia, Souagui, Beni-Slimane, Guelb-El-kebir, Ouamri et Médéa, a-t-il précisé. Les opérations de semis de tournesol vont se poursuivre jusqu'au 15 mai prochain et devraient concerner un nombre supplémentaire d'agriculteurs ayant adhéré à ce programme, selon M. Beladzar. Il a indiqué qu'à l'occasion de cette première expérience de culture de Tournesol menée dans la wilaya de Médéa, les agricultures ont

choisi de réaliser de petites parcelles dont la superficie oscille entre un et six hectares. Au titre des mesures incitatives décidées en faveur de la filière des oléagineux, une prime de production de 3.000 DA par quintal est accordée aux agriculteurs individuels et aux unités de production agricoles (anciennes fermes pilotes) en guise d'encouragement pour les opérateurs de la filière. Une prime d'intégration de 500 DA par quintal est également prévue dans ce dispositif de soutien à la filière et touche les unités de transformation, en plus d'une prime de stockage de 900 DA par quintal.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Cinq morts et 230 blessés en 24 heures

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 230 autres ont été blessées dans des accidents de la route enregistrés au cours de ces dernières 24 heures à travers différentes régions du pays, selon un bilan établi dimanche par les services de la Protection civile. La même source fait état également du décès de trois (3) personnes d'une même famille, intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-bain à l'intérieur du domicile familial dans la wilaya d'Oran, alors que 11 autres ont été secourues respectivement dans les wilayas de Djelfa et El Bayadh. Les équipes de la Protection civile sont intervenues également pour l'extinction de trois (3) incendies urbains et divers à travers les wilayas de Bordj Badji Mokhtar, Tizi Ouzou et Mila où quatre (4) personnes ont été incommodées par la fumée qui se dégageait d'un incendie qui s'est déclaré à l'intérieur d'une habitation à Tadge-

nanet (Mila). Durant la même période, les éléments de la Protection civile sont intervenus suite à deux explosions provoquées par une fuite

de gaz à l'intérieur de deux habitations dans les wilayas d'Alger et Relizane où deux personnes ont été blessées, selon la même source.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 28 افريل 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 28 avril 2024

| Produits | Prix du détail ¹ DA / Kg | | | المنتجات | |
|----------------------------|--|-----------------|-----------------|------------------|--------------------|
| | معدل Moyenne | اعلى Maximum | ادنى Minimum | | |
| Légumes frais | Pomme de terre | 85 | 97 | 73 | البطاطا |
| | Tomate | 75 | 85 | 65 | الطماطم |
| | Oignon sec | 113 | 124 | 102 | البصل الجاف |
| | Ail sec | 462 | 536 | 389 | الثوم الجاف |
| | Carotte | 75 | 84 | 66 | الجزر |
| | Navet | 98 | 108 | 88 | لفت |
| | Petit pois | 189 | 207 | 170 | الحمصيات |
| | Fève verte | 87 | 100 | 75 | الفاصوليا الخضراء |
| | Courgette | 101 | 112 | 90 | الكوسية |
| | Haricot vert | 327 | 353 | 301 | الفاصولياء الخضراء |
| Fruits frais | Laitue | 97 | 107 | 87 | الخس |
| | Pomme locale | 462 | 577 | 347 | التفاح المحلي |
| | Datte | 566 | 705 | 427 | التمر |
| | Orange | 172 | 211 | 133 | البرتقال |
| | Citron | 156 | 176 | 136 | الليمون |
| Produits d'origine animale | Banane | 427 | 443 | 412 | الموز |
| | Viande bovine locale | 1708 | 1819 | 1597 | لحم البقر المحلي |
| | Poulet de chair | 432 | 444 | 419 | الدجاج |
| | Œufs (Unité) | 16 | 17 | 15 | البيض (وحدة) |
| Lait de vache (Litre) | 96 | 103 | 90 | حليب البقر (لتر) | |

ENQUÊTE DE L'ONS AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2023

L'activité industrielle en hausse

L'activité industrielle a augmenté au quatrième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent, selon l'opinion des chefs d'entreprises publiques et privées, ayant répondu à l'enquête de l'Office national des statistiques (ONS). Cette tendance haussière devrait se poursuivre durant les prochains mois. « Pour le prochain trimestre et par rapport au précédent, les chefs d'entreprises publiques et privées ayant répondu à l'enquête prévoient une hausse de la production et de la demande. Par ailleurs, ils prévoient de bonnes perspectives de leur trésorerie pour les trois prochains mois », selon la même source.

Par **Sirine R**

Ainsi, le taux d'utilisation des capacités de production est supérieur à 50 % selon plus de la moitié des enquêtés publics et de plus de 70 % de ceux du privé.

Le niveau d'approvisionnement en matières premières a été inférieur à la demande exprimée selon près de 30 % des concernés du secteur public et de plus de 27 % de ceux du privé, ce qui a engendré des ruptures de stocks à près de la moitié des premiers allant à moins de 10 jours et à plus de 27 % des seconds allant à 29 jours pour près de 25 % d'entre eux.

Près de 18 % des chefs d'entreprises du secteur public et près de 21 % de ceux du privé ont connu des pannes d'électricité, engendrant des arrêts de travail, toutefois, inférieurs à 6 jours pour la plupart des concernés du secteur public et allant à 12 jours selon certains de ceux du privé. Par ailleurs, la plupart des enquêtés des deux secteurs déclarent être satisfait de l'approvisionnement en eau durant ce trimestre.

La demande en produits fabriqués a augmenté selon les chefs d'entreprises enquêtés. La plupart des observés des deux secteurs déclarent avoir satisfait

toutes les commandes reçues et leur subsiste des stocks de produits fabriqués, situation jugée normale par la majorité de ces derniers. Près de 6 % des enquêtés du secteur public et près de 18 % de ceux du privé déclarent avoir rencontré des problèmes de transport durant ce trimestre.

Quant à la main d'œuvre, selon l'opinion des chefs d'entreprises publiques, ayant répondu à l'enquête, les effectifs ont augmenté durant ce quatrième trimestre 2023. Par contre, ils sont restés stables selon les répondants du secteur privé.

Le niveau de qualification du personnel est jugé suffisant selon près de 76 % des enquêtés du secteur public et de plus de 81 % de ceux du privé.

Toutefois, plus de 20 % des concernés du secteur public et près de 10 % de ceux du secteur privé déclarent avoir trouvé des difficultés à recruter. La plupart des chefs d'entreprises publiques enquêtés et plus de 76 % de ceux du privé déclarent ne pas pouvoir produire davantage en embauchant du personnel supplémentaire. S'agissant de l'état de la trésorerie, elle demeure normale selon près de la moitié des concernés du secteur public ainsi que de la plupart de ceux du privé. Toutefois, malgré l'allongement

des délais de recouvrement des créances, les charges d'exploitation élevées continuent d'influer sur l'état de la trésorerie. Cependant, plus de 34 % des chefs d'entreprises publiques et près de 25 % de ceux du secteur privé ont recouru à des crédits bancaires et la plupart n'ont pas eu de difficultés à les contracter.

Pour des raisons principalement de la vétusté des équipements, plus de 52 % des chefs d'entreprises publiques enquêtés et près de 47 % de ceux du privé déclarent avoir connu des pannes durant ce trimestre, toutefois inférieures à 6 jours selon la plupart des enquêtés du secteur privé et allant à 13 jours pour plus de 25 % des concernés du secteur public. Plus de 37 % des concernés du secteur public et près de 14 % de ceux du secteur privé ont remis en marche leurs équipements après une panne et près de 38 % des premiers et de 20 % des seconds ont procédé à des renouvellements.

La majorité des enquêtés du secteur public et plus de 68 % de ceux du privé déclarent pouvoir produire davantage en renouvelant les équipements et sans embauche supplémentaire du personnel.

CONCOURS THE ALGERIAN EXCELLENCE AWARDS

Encourager les jeunes entrepreneurs à l'innovation

Le coup d'envoi du concours The Algerian Excellence Awards, destiné aux start-up des secteurs de l'industrie, des services et de la numérisation, a été donné dimanche, ont annoncé les organisateurs.

Dans une déclaration à la presse, la directrice générale de l'Agence 360, organisatrice de l'événement, Khadidja Soudani, a précisé que la cérémonie de remise des prix de ce concours aura lieu le 14 mai prochain, en marge de la première édition du Forum de l'innovation et de l'intelligence touristique, qui sera organisé à l'hôtel El-Aurassi, sous le patronage du ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises et du ministère des Transports.

L'objectif de ce concours est d'« encourager les jeunes entrepreneurs à l'innovation, en appui à l'économie nationale », a affirmé Mme Soudani. Concernant le Forum de l'innovation et de l'intelligence touristique, organisé en collaboration avec l'institut privé de formation Reversal, la responsable a fait savoir que cette première édition sera consacrée au secteur des Transports et les prochaines à d'autres secteurs.

Le forum vise à « engager un dialogue fructueux entre les start-up et les différents intervenants pour leurs permettre de donner une valeur ajoutée à l'économie nationale ».

Le programme de ce forum prévoit l'organisation de trois sessions animées par des experts algériens et des directeurs de start-up autour de thématiques liées à l'innovation et à l'intelligence dans le domaine des transports, a indiqué Mme Soudani.

R E.

OCTROI DU FONCIER ÉCONOMIQUE

203 décisions provisoires délivrées depuis février 2024

Par **S R.**

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a révélé, samedi à Annaba, que 203 décisions provisoires d'octroi de foncier économique ont été délivrées depuis le début de l'opération de dépôt des demandes via la plateforme numérique de l'agence, en février 2024.

L'AAPI a enregistré, depuis le début de l'opération, 1.345 demandes de foncier économique destiné à l'investissement, a ajouté le même responsable, lors d'une conférence de presse organisée à l'hôtel Seybouse International à l'issue du séminaire régional Est sur l'investissement. « Les réformes introduites pour promouvoir l'investissement et lui créer un environnement favorable ont permis de stimuler l'attractivité de l'Algérie pour les investissements étrangers », a également indiqué M. Rekkache, signa-

lant l'enregistrement de 122 projets liés à des investissements étrangers, en plus d'importants projets d'une valeur supérieure à (6) milliards de dollars.

S'agissant des investisseurs locaux, le directeur général de l'AAPI a souligné que la nouvelle loi sur l'investissement « dépasse la condition relative à la répartition géographique dans l'octroi du foncier économique, et reconnaît le droit d'investir et de réaliser des projets en fonction de la nature de l'activité et de sa faisabilité économique ». Il a également assuré que l'offre de foncier économique destiné à l'investissement se poursuivra à travers la plateforme numérique de l'AAPI à chaque fois que les terrains d'assiette auront été aménagés et déclarés aptes à recevoir des investissements.

Par ailleurs, le DG de l'AAPI a souligné que l'attribution du foncier économique destiné à l'investissement est « fondée sur la nature de l'activité, celle-ci devant

servir l'économie nationale et favoriser sa diversification ».

L'approche adoptée pour revitaliser l'investissement et créer une véritable dynamique dans ce domaine « repose sur le principe de l'efficacité économique et de la diversification des activités économiques », a-t-il indiqué.

En effet, les réformes introduites dans ce domaine ont permis d'identifier des domaines d'activité à même de diversifier l'économie nationale et d'accroître son efficacité, ajoute Rekkache lors de ce séminaire régional, première rencontre interactive de l'AAPI avec les investisseurs.

Le DG de l'AAPI a également souligné que pour adapter l'attribution de foncier à la nature de l'activité économique, celle-ci devant être conforme à l'orientation stratégique de l'Etat visant à mettre sur pied une économie intégrée et diversifiée, capable de faire face aux « chocs » et à générer des opportunités

d'emploi et d'assurer le bien-être social. Selon lui « les activités prioritaires pour l'attribution d'assiettes foncières économiques sont celles qui favorisent la création de nombreux postes de travail, et celles qui se substitueront aux importations » (activités produisant des biens actuellement importés), en plus des « activités proposant des solutions innovantes ». Présentant un premier bilan des résultats obtenus par la plateforme numérique de l'AAPI, M. Rekkache a indiqué que la transparence présidant au fonctionnement de la plateforme a permis à cette dernière d'enregistrer « 20 recours, pétitions et autres griefs sur un total de 1.545 demandes de foncier économique orienté vers l'investissement, et ce, depuis le lancement de la plateforme en février dernier ». Il a précisé, à ce propos, qu'il était de la sorte « possible d'examiner et de traiter l'ensemble des recours, pétitions et griefs avec aisance ».

CENTRE ANTI
CANCER**Nouvel
équipement
à Constantine**

La Directrice de la Santé et de la Population (DSP) de Constantine, Lynda Bouguira, a procédé à la réception d'un nouvel accélérateur de particules de dernière génération, destiné aux soins de radiothérapie du Centre Anti Cancer (CAC) au sein du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Constantine, au grand soulagement des patients cancéreux.

Un équipement qui va certainement atténuer les souffrances des patients, estime-t-elle. En effet, il était grand temps de s'aligner sur cette technologie de pointe, utilisée, faut-il le souligner, par de nombreux pays développés. De l'avis des spécialistes, la prise en charge du cancer à travers le monde a beaucoup évolué et il était nécessaire, voire urgent, de s'inscrire dans cette perspective, pour permettre aux malades atteints de cancer de bénéficier des bienfaits thérapeutiques de cette technologie. S'il exige savoir-faire et précision, cet équipement assure néanmoins une longue fonctionnalité. Dans ce contexte, il est à noter que des cycles de formation et de perfectionnement sont prévus, au profit du personnel du CAC, dans le contrat signé par le fournisseur du CHU.

OUARGLA

**Convention de coopération entre
l'entreprise Huawei et 12 institutions
universitaires du Sud du pays**

Une convention de coopération a été signée, samedi à Ouargla, entre l'entreprise Huawei Télécommunications Algérie et douze (12) institutions universitaires du Sud du pays.

La cérémonie de signature du document de coopération, qui profite aux institutions de Ouargla, Biskra, El-Oued, Adrar, Tamanrasset, Béchar, Laghouat, Ghardaïa, El-Bayadh, Nâama, Aflou et Tindouf, s'est déroulée en présence des responsables de l'entreprise Huawei, des recteurs des institutions universitaires et de nombreux responsables d'organismes et entreprises publiques économiques. Dans son intervention, le recteur de l'Université « Kasdi Merbah » de Ouargla, le Pr. Mohamed Tahar Hallilet, a mis en avant l'importance que revêt cette convention avec l'entreprise Huawei, de renom mondial, affirmant à l'occasion que l'Etat a accordé tout l'intérêt voulu aux technologies eu égard à leur contribution au développement durable. Il a soutenu que cette convention tend à fournir des programmes

de formation de haut niveau dans les technologies de l'information et de la communication à la satisfaction des étudiants et leur accompagnement pour acquérir, avec le concours, de Huawei, l'expérience scientifique mais aussi l'expérience opérationnelle, en sus de l'équipement des institutions universitaires en nouvelles technologies, et l'appui des projets d'innovation et de la recherche scientifique dans le domaine. Le même responsable a noté, à ce titre, que « moult conventions de coopération avaient été signées par l'entreprise Huawei et entreprises publiques visant la consolidation de partenariat au volet didactique et de formation pour atteindre la gouvernance numérique et l'amélioration des prestations des institutions de l'Etat ». Pour sa part, le vice-président directeur général de l'entreprise « Huawei Télécommu-

nications Algérie », Liu Cheng Cheng, a souligné que « son entreprise, liée par accord de partenariat avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a mis en place un programme de formation en direction des étudiants leur permettant d'étoffer leurs connaissances en technologies de communication, avant de signaler, à ce titre, que « pas moins de 7.000 étudiants, issus de différentes institutions universitaires algériennes, avaient bénéficié depuis 2018 de stages de formation dans ce domaine de pointe ». Le même responsable a ajouté que « le déploiement de son entreprise dans le Sud vise à permettre aux étudiants des régions de tirer profit des technologies leur permettant de relever les défis liés au matché de l'emploi ».

OUED TLELAT, ORAN

Relogement de 17 familles dans des logements décents

Plus de 17 familles, qui vivaient dans un bidonville sis à la ferme khemisti à Aïn Beida, relevant de la commune d'Es-Senia (Oran), ont été relogées dans de nouveaux logements au niveau du pôle urbain de la commune de Oued Tlelat, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Cette opération, intervenant suite aux instructions du wali d'Oran, Saïd Sayoud, dans le cadre de la poursuite des opérations de relogements des habi-

tants des bidonvilles, a été effectuée en présence des autorités locales et des services de sécurité. Ce relogement qui a ciblé 17 familles qui vivaient dans un site irrégulier, dans la ferme Khemisti à Aïn Beida, ont bénéficié de logements public locatifs de type F3 au pôle urbain de Oued Tlelat, s'est déroulé dans de bonnes conditions. Immédiatement après, les constructions illicites où vivaient les 17 familles ont été démolies, sachant que les moyens matériels et humains

nécessaires ont été mobilisés pour cette opération, a-t-on souligné. Cette opération permettra d'achever le projet d'approvisionnement de 1.400 logements de type promotionnel aidé, en cours de réalisation, au réseau d'eau potable, ont ajouté les services de la wilaya. Pour rappel, 883 familles qui vivaient dans des habitations précaires à haï Ras El Aïn de la ville d'Oran ont été relogées dans des logements décents de type F3 dans la commune de Chehaï-

ria (daïra de Bethioua), dans le cadre de la 2ème phase de relogement des familles de Ras El Aïn. La première phase de cette opération qui s'est déroulée l'année dernière, a touché 1.423 familles ayant bénéficié de logements décents dans la daïra de Oued Tlelat. Le nouveau pôle urbain de Oued Tlelat comprend plus de 17.000 logements de type public locatif, dont une partie a été distribuée. Le restant est en cours de réalisation.

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE À ANNABA

Une Journée de sensibilisation à Oued Ziad

L'importance de la sensibilisation autour du Recensement Général de l'Agriculture (RGA), prévu du 19 mai au 17 juillet 2024, a été soulignée lors d'une journée d'information et d'orientation, à Oued El Aneb à l'occasion de l'inauguration de la campagne de sensibilisation au profit des professionnels du secteur agricole. La wali déléguée de BenmostefaBenaouda a chapeauté cette inauguration en compagnie de la responsable du service des statistiques agricoles et du président de la chambre d'agriculture de la wilaya d'Annaba. La campagne de recensement est placée sous le slogan : « Information précise, développement durable ». L'inauguration s'est tenue au sein de l'exploitation agricole KhalfaAbderrazak à Oued

Ziad. Intervenant lors de cette rencontre, la wali déléguée a souligné que le RGA permettra de collecter des données précises qui définiront les politiques générales du secteur agricole, et de les contrôler aux niveaux local et national, et de prendre des décisions à même de promouvoir et de développer davantage l'agriculture en Algérie. Elle a appelé les agriculteurs présents à la rencontre à faciliter la mission des recenseurs qui seront sur le terrain, entre le 19 mai et le 17 juillet 2024, pour que l'opération réussisse et soit achevée dans les délais impartis. La représentante de la Direction des Services Agricoles (DSA) a évoqué, quant à elle, les efforts du secteur agricole, déployés en coordination avec tous les acteurs concernés, pour faire de la

campagne moissons-battage 2023-2024 un succès, et assurer une lutte efficace contre les incendies qui menacent les récoltes et les richesses forestières. De son côté, le président de la chambre d'agriculture a insisté, lors d'une allocution prononcée à l'ouverture de cette journée d'information, sur la nécessité d'un travail coordonné avec les parties concernées pour faire du RGA 2024 une totale réussite. Il a également affirmé qu'il s'agit-là « d'une occasion d'écouter les agriculteurs et de se rapprocher deux pour s'enquérir de leurs préoccupations et de leurs attentes ». « C'est pourquoi », a-t-il expliqué, « les agriculteurs doivent coopérer avec les agents recenseurs et leur fournir des informations exactes

quant aux différentes activités agricoles qu'ils pratiquent ». La forte participation des agriculteurs à cette rencontre d'information reflète la prise de conscience de cette catégorie professionnelle qui tient un rôle prépondérant dans le développement national. Cette journée d'information a donné lieu à plusieurs interventions consacrées à la protection des récoltes agricoles et des forêts, par des cadres des services agricoles, de la Conservation des forêts et de la direction nationale de la Protection civile. Notons également une communication du représentant de la Caisse Régionale de Mutualité Agricole (CRMA), dédiée à l'assurance agricole et à la protection contre les risques d'incendie.

LE GRAND DÉSORDRE MONDIAL

Une chance pour l'Europe

La nouvelle ère mondiale rebat les cartes. Dans un contexte de crises internationales aiguës, l'Europe dispose de possibilités d'accéder au rang d'une superpuissance. Par le général de division (2S) Charles Beaudouin, président de Coges Events, qui organise Eurosatory, le plus grand salon mondial de défense et de sécurité (17-21 juin au Parc des Expositions de Villepinte).

Par Charles Beaudouin

Tout le monde s'accorde pour dire que nous sommes entrés dans une nouvelle ère. Encore faut-il la caractériser, mesurer les menaces quelle induit, certes, mais surtout discerner les opportunités sans précédent qu'elle suscite pour l'Europe qui dispose pour la première fois de son histoire, de manière démocratique, de prendre son destin, tout son destin, en main.

Le grand désordre mondial

Nous assistons à l'évolution rapide de quatre tendances structurantes, toutes mondialisées, interdépendantes, qui se combinent et s'opposent affectant tout particulièrement le monde occidental.

- Le retour des guerres de blocs : revendications territoriales et de populations désinhibées, conflits et potentialité de conflits interétatiques de haute intensité mondialisés (réplique de conflits dans d'autres zones de crises) ; nouvelles alliances de défense ; une économie, devenue particulièrement imprévisible après les chocs (pandémie mondiale et guerre Russie-Ukraine), qui génèrent inflation voire récession et qui voient s'opposer le sud global et l'occident (bloc des BRICS contre bloc du G7) dans une remise en cause de la mondialisation à outrance pour retrouver des souverainetés reposant à tout le moins sur des dépendances choisies.

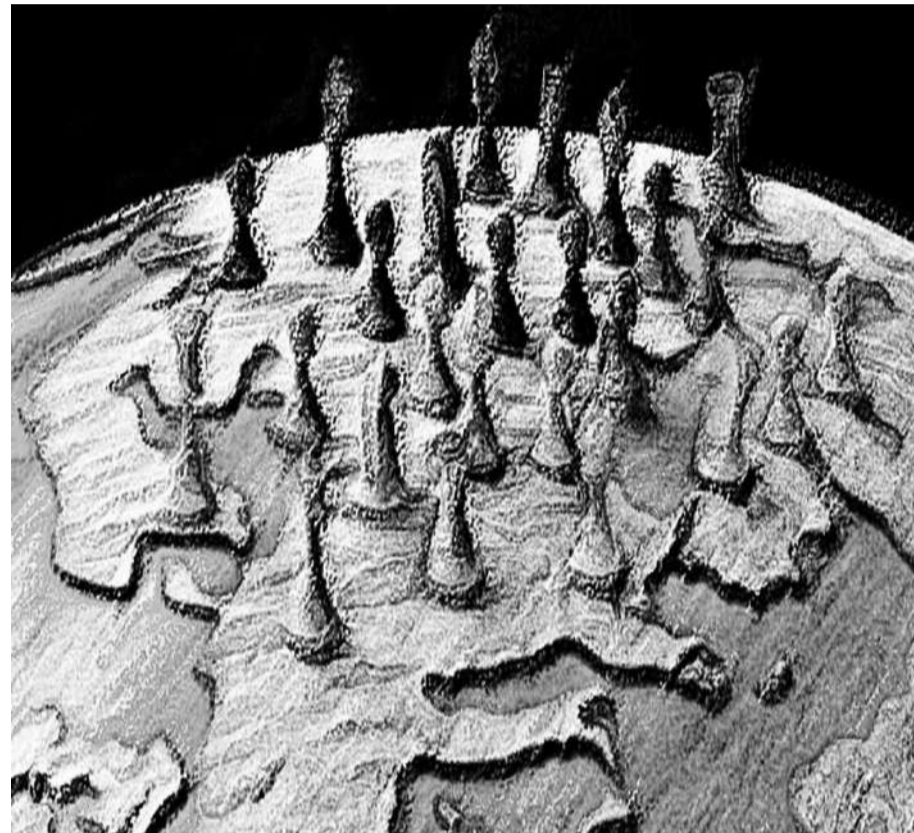
- L'évolution des sociétés : l'Occident notamment est traversé par le wokisme, la post-vérité et le post-humanisme, sous l'emprise des réseaux sociaux. Les sociétés subissent une montée de la violence et des communautarismes, une incapacité à débattre et des populismes fragilisant les démocraties. Des phénomènes accentués par le contexte de crise économique.

- Le réchauffement climatique : perceptible, il génère de plus en plus de catastrophes humanitaires et environnementales et provoque des migrations humaines. Particulièrement sensibilisée, la jeunesse occidentale s'investit dans la transition énergétique au risque de remettre en cause la réindustrialisation nécessaire à une souveraineté recouvrée.

- Enfin, l'économie du numérique, en expansion exponentielle et de révolution en révolution, comme celles de l'IA et du quantique, offre de formidables opportunités mais elle reste vulnérable aux attaques cyber et aux dépendances quasi-totales aux terres rares produites très majoritairement en Asie et revêtant un caractère écocide prononcé à leur extraction.

Trois défis majeurs

Face à ce constat, quels défis pour les États Européens ? En charge d'assurer la



protection et la sécurité de leurs citoyens et de leur territoire, ils sont confrontés à trois défis majeurs : Se réindustrialiser et exploiter les ressources naturelles pour retrouver une forme de souveraineté (c'est-à-dire une dépendance choisie plutôt que subie). Se réarmer rapidement, moralement et sur le plan capacitaire, pour faire face aux risques de conflits dans le contexte de nouvelles formes de guerres qui sont potentiellement plus meurtrières et qui génèrent une attrition élevée des moyens militaires. Des conflits qui seront également très consommateurs en munitions. Les États devront donc développer des formes d'économie de guerre. La question des réserves (en matériels et en personnels) se pose. Les solutions de service militaire adapté ou de « gardes nationales » participant au-delà de l'effort de résilience, au réarmement moral. Pour autant le contexte économique général et l'état d'endettement des pays, peu favorables aux investissements régaliens, nécessiteront des choix drastiques.

- Mieux assurer la protection des citoyens et du territoire face à la hausse de la violence et de la criminalité, notamment les narcotrafic qui créent des zones de non droit, aux émeutes et au terrorisme.

- Prendre en compte les questions environnementales en assurant une transition énergétique indispensable et en haussant le niveau de gestion des catastrophes humanitaires et climatiques ; mieux gérer les migrations auxquelles les sociétés occidentales seront confrontées.

- Ces défis dépassent souvent les capacités propres des États qui ne peuvent que s'inscrire dans une approche régionale à l'exemple de l'Union européenne. Face à la hantise montante de nom-

breux États de ne plus disposer à court ou moyen terme du parapluie américain, une composante européenne crédible de l'OTAN apparaît d'évidence la voix de la raison, de la maturité et de la responsabilité (et au-delà même d'un minimum d'honneur), avant un potentiel accès à une Europe autonome pour sa défense.

Quels défis capacitaires pour l'Europe ?

A travers une analyse fine et globale de la nouvelle ère durable dans laquelle nous sommes entrés (plus de 50 facteurs identifiés guident notre réflexion), il convient d'abord que les États et l'Union pensent les conflits extérieurs et intérieurs, les catastrophes impliquant chacun respectivement forces de défense, de sécurité intérieure et de sécurité civile (au sens large du terme) comme un tout. En se combinant parfois, ces formes de crises mettent à l'épreuve la résilience des États et de l'Europe.

Pourquoi développer ses forces armées si les États ne disposent pas de forces de sécurité de l'intérieur efficaces ? Comment faire face aux catastrophes humanitaires et environnementales qui ne manqueront pas de se multiplier sans disposer à tout le moins d'infrastructure de santé aptes à absorber des pics très importants d'hospitalisation. Comment penser l'identification, l'entraînement et la mobilisation des moyens civilo-militaires pour faire face à des événements cataclysmiques, qui nécessiteront une réaction très rapide, puis une montée en puissance des moyens express, sachant que les premières heures sont les plus cruciales ?

En matière de défense, l'Europe gagnera à identifier ses forces et faiblesses sur son spectre capacitaire et certainement

essayer de rationaliser sa base industrielle de défense et de Sécurité, très (trop) concurrentielle sur certains secteurs et inexistante sur d'autres. De même, la coopération entre pays qui sera la norme devra être repensée dans une logique plus économique et plus fluide.

Le sujet du « remote warfare » ou comment conduire la guerre à distance en minimisant l'empreinte indispensable des combattants au sol qui agissent au contact des populations et qui in fine « conquièrent et tiennent le terrain », dans un environnement particulièrement meurtrier, sera un défi englobant. Les tendances seront notamment les nouvelles mobilités hybrides pour blindés, des drones sous toutes leur formes et plus généralement les équipements connectés, la lutte anti-drone et antiaérienne, le cyber et la guerre électronique (comment les employer offensivement mais également comment protéger le système de forces face à ces agressions) les feux sol-sol longue distance de précision, l'analyse des données et l'intelligence artificielle de défense.

En matière de sécurité intérieure l'effort à conduire sera de mettre en œuvre une meilleure protection de l'espace et des frontières. Comment ? Avec l'emploi des drones et, parallèlement, de la lutte anti-drones, la protection contre les attaques cyber, les « safe cities », les territoires de confiance protection des infrastructures, et bien sûr également l'analyse des données et l'emploi de l'IA pour mieux détecter les signaux faibles des menaces pour les États et l'UE.

Mais demain c'est aussi la capacité évoquée pour les États et l'Union d'agir efficacement face aux crises humanitaires et environnementales dues au réchauffement climatique frappant nos citoyens mais aussi de pouvoir appréhender les drames humains qui ne manqueront pas de se produire à nos frontières du fait de vagues de migrations humaines sans précédent, des migrations de la faim et de la soif difficilement arrêtables. Pour cela il convient de mener une réflexion capacitaire et de conduire un véritable plan Marshall, en partenariat public-privé, projet indispensable et humain s'il en est.

Nouveau monde, nouveaux défis

A nouveau monde, nouveaux défis, nouvelles solutions et nouvelles opportunités. La nouvelle ère mondiale rebat les cartes. Dans la tourmente tant géopolitique et économique que sociétale, environnementale et technologique, l'Europe dispose des possibilités, si elle sait saisir les opportunités d'accéder au rang d'une superpuissance d'États, dans toute l'acceptation du terme, une puissance d'équilibre dont aurait bien besoin le monde qui se dessine sous nos yeux.

Source : La Tribune

MAURITANIE
Démarrage d'un atelier sur les procédures de passation, de contrôle et de régulation des marchés publics

Les travaux d'un atelier de sensibilisation à la dématérialisation des procédures, de passation, de contrôle et de régulation des marchés publics au profit parties prenantes ont débuté à Nouakchott. Organisée par le ministre de l'Économie et du Développement durable avec la collaboration de l'autorité de régulation des marchés publics, cette rencontre de 3 jours, profite aux acteurs du domaine des marchés publics et sectoriels, des responsables du secteur privé, de la société civile concernée par la transparence et la lutte contre la corruption. Dans le discours qu'il a prononcé, à cette occasion, le ministre des Finances, M. Isselmou Ould Mohamed M'badi, ministre de l'Économie et du Développement durable par intérim, a indiqué qu'en 2021, le gouvernement mauritanien a procédé à une réforme globale du système de passation des marchés publics, afin de respecter les grands principes d'accès aux demandes publiques. Il a précisé que cela a abouti à la promulgation de la loi n°024-2021 du 29 décembre 2021, qui abroge et remplace la loi n°044-2010 du 22 juillet 2010 portant code des marchés publics et les décrets d'application.

RÉFORME DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL EN TUNISIE

Cap sur la modernisation

Au cours des 25 dernières années, le monde des statistiques officielles a beaucoup changé. Il est donc impératif d'adapter la législation relative au système statistique national, en conséquence.

Le système statistique tunisien est l'un des plus avancés et performants de la région d'Afrique du Nord. Selon l'indicateur composite de performance statistique (IPS) de la Banque mondiale qui mesure la capacité et la maturité des systèmes statistiques nationaux (SSN) et qui évalue l'utilisation des données, la qualité des services, la couverture des sujets, les sources d'information, l'infrastructure et la disponibilité des ressources, le score de la Tunisie s'est amélioré, au cours des dernières années passant de 61,6 en 2016 à 64,1 (sur 100) en 2019. En examinant de plus près, le pays affiche d'excellents résultats en termes d'utilisation de données (90), de services (85,7) et de produits (64,9). Tandis que les scores réalisés pour les piliers sources de données et infrastructure de données sont relativement faibles et respectivement de l'ordre de 49,8 et 30. "On considère que le système statistique tunisien est l'un des plus avancés de la région. Ceci est le fruit d'un travail continu qui s'est étalé sur plusieurs décennies. C'est

un système qui a été progressivement construit à travers les recensements décennaux mais aussi grâce à la mise en place d'un système de comptabilité nationale et l'enrichissement progressif des indicateurs statistiques. Nous sommes effectivement l'un des instituts de confiance dans la région. Même les partenaires internationaux ne contestent pas les données et les chiffres produits par l'INS", a affirmé Adnen-Lassoued, Directeur Général de l'INS dans une déclaration à La Presse, et ce, en marge d'un atelier de lancement du programme de maîtrise des données de la Tunisie "Tunisia Data Literacy Program", tenu récemment à Tunis. Interrogé sur les chiffres liés à l'inflation, qui suscitent fréquemment des interrogations, Lassoued a expliqué que ces incertitudes découlent de la confusion entre pouvoir d'achat et inflation. "Le chiffre de l'inflation est souvent confondu avec le pouvoir d'achat, alors qu'il s'agit de deux concepts distincts. Pour éviter cette confusion, il est essentiel d'expliquer la méthodologie statistique à l'utilisateur pour qu'il com-

prene ce que représentent ces chiffres et comment ils sont produits", a-t-il poursuivi. Evoquant le programme de modernisation du système statistique sur lequel les autorités se sont penchées actuellement, le DG de l'INS a fait savoir que cette mise à niveau vise à remettre l'utilisateur au centre du système statistique. "C'est là notre ambition : redonner les statistiques à leur utilisateur, parce qu'aujourd'hui, on juge — et c'est une défaillance qu'on reconnaît en tant que système en général — que peut-être on ne s'oriente pas assez vers les utilisateurs et qu'on ne répond pas assez à leurs besoins. Or on ne produit pas les statistiques pour nous-mêmes mais pour les utilisateurs. Et c'est cela qu'on doit changer", a-t-il précisé. Il a ajouté, dans ce même contexte, que la réforme de la législation est l'un des piliers de cette entreprise de modernisation. "Le cadre législatif actuel qui date de 1999 n'est pas mauvais. Mais, au cours des 25 dernières années, le monde des statistiques officielles a beaucoup changé.

EGYPTE

La Chine finance la création d'un centre de formation professionnelle sur le canal de Suez

La Zone économique du canal de Suez en Egypte ambitionne de devenir l'une des zones d'investissement les plus attractives au monde d'ici 2035. A cet effet, elle a mis en place des politiques de facilitation en vue d'attirer les entreprises offrant des opportunités d'emploi aux locaux. L'Autorité générale de la Zone économique du canal de Suez (SCZone) a annoncé un partenariat avec le gouvernement chinois. Mercredi 20 mars, les deux parties

ont signé un accord visant la création d'un centre de formation professionnelle dans la région du canal de Suez en Egypte. Le projet sera financé par une subvention de la partie chinoise à hauteur de 128 millions de yuans (17,7 millions USD). D'après le président de la SCZone, Walid Gamal el-Din (photo, à gauche), « le complexe de formation se compose d'un centre de formation équipé des derniers laboratoires technologiques pour diverses industries,

notamment l'énergie, l'automobile, la robotique, l'électronique et les technologies de communication, ainsi que pour l'enseignement des langues ». Ces infrastructures seront implantées sur une superficie de 40 000 mètres carrés. Elles ont pour objectifs de former et qualifier les travailleurs, d'améliorer leurs compétences et de les préparer au marché du travail. Il faut comprendre que la SCZone est une zone d'investissement pour tous les

secteurs économiques. En raison de sa situation géographique stratégique et des incitations fiscales qu'elle propose, elle est considérée comme un terrain favorable pour les entreprises internationales, qui accroissent chaque jour, un peu plus la demande de travailleurs qualifiés. Le responsable de la SCZone a par ailleurs indiqué que les études préliminaires et les plans de construction sont en cours de finalisation. Après cette étape suivra

celle de la construction. Au début du mois de mars, la SCZone a signalé un rapprochement avec Shandong Ports Group, une entreprise publique chinoise spécialisée dans la gestion des ports. Les deux parties ont discuté des possibilités de collaboration dans plusieurs domaines dont la formation professionnelle. Cependant, aucune allusion officielle n'a été faite entre le groupe chinois et le projet de centre de formation professionnelle.

ÉMIRATS ARABES UNIS

Après une année 2023 bien orientée, 2024 s'annonce favorablement

Les Émirats ont engagé des réformes très volontaristes de l'environnement économique et social depuis 2021 pour soutenir le secteur privé et les investissements directs étrangers et cela commence à avoir des effets sur l'internationalisation, l'attractivité et la compétitivité du pays. En 2023, malgré une reprise de la demande mondiale qui s'essouffle, la croissance du PIB devrait s'établir à 3,1% dans les Émirats. C'est la meilleure performance des six pays du Golfe, dont deux ont connu des récessions l'année dernière (l'Arabie et le Koweït) et deux autres des croissances assez déprimées (le Qatar et Oman). L'activité en 2023 se maintient donc plutôt bien à Abu Dhabi et à Dubaï grâce à la diversification éco-

nomique qui sert, depuis quelques années déjà, d'amortisseur à la trop forte volatilité des marchés pétroliers. La croissance se concrétise dans toutes les composantes : les investissements sont en hausse de 6,2%, les exportations progressent de 3,3% et la consommation des ménages de 4,5%. Alors que le PIB pétrolier est affecté en 2023 par la baisse du prix du pétrole à 82 USD/bbl et par la chute de 5% des productions dans le cadre des accords OPEP+, le PIB non pétrolier poursuit son expansion dynamique comme l'illustre l'indice PMI, qui mesure le sentiment des milieux d'affaires, très bien orienté à plus de 55 depuis un an. De son côté, le secteur immobilier bénéficie de la forte hausse des investisse-

ments en provenance de Russie et se redresse après de nombreuses années peu favorables. Cela alimente d'ailleurs une inflation un peu élevée à 3,3% à Dubaï depuis un an, un phénomène que l'on ne retrouve pas à Abu Dhabi. Le tourisme est un secteur clé pour l'économie des Émirats et les différents gouvernements de la Fédération ont mis en place des politiques actives pour attirer des visiteurs. Ainsi, Dubaï a reçu plus de 17 millions de touristes en 2023, une hausse de 19% par rapport à la performance de 2022. Dans ce secteur également, la diversification de l'offre touristique est favorable au développement comme le suggèrent les 4 millions de personnes qui ont visité le Louvre Abu Dhabi depuis son ouverture en 2017.

Ces développements favorables ont eu des impacts positifs sur les indicateurs macro-économiques et notamment sur les soldes budgétaires et courants. Le solde courant devrait rester fortement excédentaire (malgré la volatilité des recettes pétrolières) et devrait atteindre 11% du PIB en 2023. En ce qui concerne les comptes de l'État, la Fédération n'a pas connu de déficit budgétaire depuis 2018. Les excédents budgétaires sont récurrents depuis 2021 et la dette publique qui avait dépassé le seuil de 60% du PIB malgré une fiscalité renforcée lors de la mise en place de TVA, chute fortement à 52% du PIB en 2023. Une baisse qui devrait se poursuivre dans le futur.

POUR DES PROJETS VERTS ET DES PME DIRIGÉES PAR DES FEMMES

Proparco accorde une facilité de 50 millions \$ à NCBA Kenya

L'institution de financement du secteur privé dans les pays en développement renforce son partenariat avec la NCBA Kenya dans l'optique d'accompagner cette banque dans le financement des secteurs agricole et manufacturier ainsi que dans la mise en œuvre de son programme de développement durable.

NCBA Kenya a annoncé le mardi 19 mars 2024, l'obtention d'une facilité de 50 millions \$ auprès de Proparco. Le financement servira à mettre en œuvre le programme de développement durable de la banque. Lancé en 2023, le programme prévoit la mobilisation de 30 milliards de shillings kényans (226,9 millions de dollars) pour le financement de projets verts, l'orientation d'au moins 30 % des ressources vers des

initiatives portées par des femmes et des jeunes. Au-delà de ce programme, NCBA Kenya renforcera ses investissements sectoriels dans l'agriculture et l'industrie manufacturière. La banque commerciale étendra également sa présence au Kenya, afin de se rapprocher de sa clientèle PME et entreprises. « Ce partenariat avec Proparco nous permettra de faire avancer la cause de la fi-

nance verte, de l'autonomisation des femmes et de la croissance des PME », a défendu John Gachora, directeur général du groupe NCBA. Maison mère de NCBA Kenya, NCBA Group est un partenaire de longue date de Proparco. Le groupe de services financiers, issu de la fusion de NIC Group et Commercial Bank of Africa en 2019, est présent dans 4 marchés africains, à savoir le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie et le Rwanda.

MOZAMBIQUE
Hausse des recettes gazières de 218 % en glissement annuel

Il y a quelques jours, le gouvernement du Mozambique a approuvé un texte de loi qui fixe le canevas de gestion des recettes que le pays engrange grâce à l'exportation de ses ressources gazières. Des données de la Banque centrale du Mozambique, relayées jeudi 21 mars, signalent une croissance des recettes générées par l'exportation des ressources gazières du pays. Ces dernières ont atteint 1,7 milliard de dollars au terme de l'année de 2023, soit une augmentation de 218 % en glissement annuel.

Derrière cette hausse, l'opérationnalisation de l'unité flottante de liquéfaction de gaz naturel (FNLG) associée au projet gazier Coral South qui permet l'exploitation, via Mozambique Rovuma Venture, une joint-venture comprenant ExxonMobil, Eni et China National Petroleum Corporation (CNPC), du gaz découvert dans le bassin offshore de Rovuma. Eni prévoit en outre de mettre en service, d'ici 2027, une seconde plateforme flottante de liquéfaction de gaz sur un autre périmètre baptisé CoralNorth.

Ce développement intervient alors que d'importants défis pèsent sur le développement économique du Mozambique. Le changement climatique et ses effets en font partie. « Il est nécessaire que le Mozambique intègre pleinement le changement climatique dans sa stratégie nationale de développement afin de devenir plus résilient et capable de s'adapter aux défis et aux opportunités posés par le changement climatique », avait estimé Idah Pswarayi-Riddihough, directrice pays de la Banque mondiale pour le Mozambique, Madagascar, Maurice, les Comores et les Seychelles, dans une étude publiée en décembre 2023.

Les financements de la BAD au Cameroun sont captés à plus de 56% par les infrastructures de transport

La réalisation de ces projets « qui ont aidé à améliorer l'efficacité de la chaîne logistique de transport le long des corridors et l'accessibilité des populations aux services de base, a permis de créer plus de 2,5 millions d'emplois directs, dont 40% pour les femmes » estime la BAD. 56,5% des apports financiers de la Banque africaine de dévelop-

pement au Cameroun sont captés par les infrastructures de transport, notamment celles routières dont la réalisation améliore l'intégration régionale. Il y a par exemple la construction de l'axe Bamenda-Enugu reliant le pays à son voisin nigérian, de l'axe Ketta-Djoum le reliant à la République du Congo, et du pont sur la Cross River. Ces 2 der-

niers chantiers ont respectivement bénéficié d'apports de 173 et 120 millions USD de la BAD. Investir au Cameroun cite aussi des projets en cours ou prévus, comme celui de pont sur le Ntem qui reliera le Cameroun à la Guinée équatoriale et pour lequel la banque a approuvé un financement de 80 millions USD, et celui du pont sur le Logone (finan-

cement BAD : 115 millions USD) pour faire une jonction avec le Tchad. Le portefeuille de la BAD au Cameroun affiche 26 projets, pour un engagement total d'environ 2,5 milliards USD à la date du 1er avril 2024. Les secteurs principalement concernés sont les transports (56,5%), l'énergie (20,4%) ainsi que l'agriculture (10,5%).

CONTRE 5,49 % EN 2022

Le Burkina Faso vise un taux d'électrification de 50 % en zones rurales d'ici 2028

Au Burkina Faso, en matière d'électrification, l'heure est à la redéfinition de la stratégie nationale et sous régionale, notamment en partenariat avec le Mali et le Niger. Le gouvernement burkinabé a entamé le processus de validation de sa stratégie nationale de l'électrification rurale (SNER), lors d'un atelier tenu le 19 mars sous la présidence du ministre de l'Énergie, M. Yacouba Gouba. La mise en œuvre de la SNER est évaluée à 625 milliards de FCFA, environ 1,04 milliard \$, selon plusieurs médias locaux. Elle permettra d'électrifier 1 000 localités rurales par an à travers le réseau national interconnecté,

les mini réseaux verts et les systèmes individuels, augmentant ainsi l'électrification rurale à 50 % d'ici 2028. Commentant la stratégie, le ministre de l'Énergie a déclaré : « À l'horizon 2028, nous aspirons à un Burkina Faso où l'électrification rurale n'est pas un luxe, mais un droit fondamental pour chaque citoyen. Un pays où les ressources endogènes sont exploitées avec sagesse, où un cadre juridique et institutionnel favorable attire les investissements privés ». L'accès à l'énergie est considéré actuellement comme un impératif du développement durable. Il s'agit d'ailleurs du 7ème objectif des Objectifs

du Développement Durable qui vise à garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable d'ici 2030. Toutefois, au Burkina comme dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, le niveau d'électrification reste très faible, particulièrement dans les zones rurales. L'évolution démographique et le faible niveau d'investissement dans des projets de production et dans les infrastructures de transmission font que cette région abrite environ 80 % de la population mondiale n'ayant pas accès à l'électricité.

NIGERIA

Oak and Saffron Limited prend le contrôle du fabricant d'huile de palme Presco

Le Nigeria est le cinquième producteur mondial d'huile de palme, derrière l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande et la Colombie. Dans le pays, Presco Plc est l'un des principaux acteurs de poids avec son principal concurrent, Okomu Oil Palm. Au Nigeria, la holding Oak and Saffron a finalisé

l'acquisition d'une participation de 86,7 % dans Fimave NV, une filiale du groupe agro-industriel belge Siat NV, actionnaire majoritaire (60 %) du producteur d'huile de palme, Presco Plc. L'annonce a été faite par Patrick Uwadia, secrétaire général de Presco, dans une déclaration rapportée le 15 mars dernier

par le quotidien local Nairametrics. Cette opération ouvre la porte de l'industrie nigériane de l'huile de palme à la société Oak and Saffron qui souhaite renforcer sa présence dans le secteur en Afrique de l'Ouest. Dans la sous-région, la holding contrôle aussi le producteur d'huile de palme ghanéen Ghana

Oil Palm Development Ltd qui exploite une palmeraie de 9000 hectares. Au Nigeria, Presco Plc exploitait plus de 23 600 hectares de plantations de palmiers à huile dans les États de Edo et du Delta en 2022. L'entreprise cotée à la bourse de Lagos (NGX) dispose d'une capacité installée pour le

broyage de 90 tonnes de fruits de palme par heure et de raffinage de 500 tonnes d'huile végétale par jour. En 2023, Presco Plc a plus que doublé son bénéfice net à 30,4 milliards de nairas (20 millions \$) contre seulement 13 milliards de nairas (8,7 millions \$) un an plus tôt.

GHANA

Le gouvernement annonce un investissement de 20 millions \$ dans l'irrigation agricole

Au Ghana, comme dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, l'agriculture est majoritairement pluviale. Le pays dispose d'un important potentiel d'irrigation qui est encore sous-exploité. Au Ghana, le gouvernement injectera 20 millions \$ dans la réhabilitation et l'extension du système d'irrigation de Kpong (KIS) situé entre la ré-

gion Orientale et la région du Grand Accra, près des villes d'Asutuare et d'Akuse. C'est ce qu'a annoncé Bryan Acheampong, ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture le 25 avril. Ce système d'irrigation dont la gestion est assurée par l'État devrait couvrir un périmètre de 3 000 hectares. Selon les informations relayées par le quotidien local Citi News-

room, les travaux de réhabilitation seront réalisés dans le cadre du Programme de résilience des systèmes alimentaires (FSRP) financé par la Banque mondiale. D'après M. Acheampong, l'initiative vise notamment à augmenter la disponibilité de l'eau et améliorer les rendements agricoles pour les agriculteurs de la région. Il devrait également profiter aux grandes

entreprises agricoles qui s'y sont installées, dont la Golden Exotic Limited, le principal exportateur de bananes du pays. Selon les données officielles, près de 6,8 millions d'hectares de terres sont cultivés au Ghana. Mais moins de 5 % de cette superficie est irriguée alors que le pays dispose d'un potentiel irrigable pouvant atteindre 1,9 million d'hectares.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

La Fed au rattrapage

La semaine fut agitée pour les places financières, tiraillées entre la remontée de l'inflation aux Etats-Unis qui éloigne la perspective de baisse de taux et des résultats trimestriels mitigés de part et d'autre de l'Atlantique. La volatilité s'est nettement intensifiée mais les indices n'auront finalement pas vacillé, les géants du secteur technologique ayant une nouvelle fois rassuré. Même si un statu quo est largement anticipé la semaine prochaine, le marché devrait prêter une attention toute particulière aux propos de Jerome Powell.

Tops / Flops de la semaine

TOPS

Nordic Semiconductor(+31%), ASM International (+19%), Infineon Technologies(+9%),STMicroelectronics(+7%) : Entraînés la semaine dernière en terrain négatif par les piètres performances du taïwanais TSMC, les acteurs européens des semi-conducteurs prennent leur revanche. Ils sont tirés à la hausse par les bons résultats de Texas Instruments et de l'un d'entre eux : ASM International, qui dépassent le consensus. Notons que le norvégien Nordic Semiconductor signe des revenus trimestriels en repli de moitié mais conformes à ses prévisions.

Galp Energia (+28%) : La pétrolière portugaise est tombée sur un trésor : lors de forages au large de la Namibie en début d'année, elle a découvert un gisement pouvant contenir 10 milliards de barils de pétrole. Détenu à 80% par Galp, ce bassin est gage de revenus considérables pour le groupe, qui signait déjà un bénéfice record en 2023, en hausse de 14%.

Darktrace (+28%) : La société britannique de cybersécurité a accepté une offre de rachat de 5,32 milliards de dollars de la part de la société américaine de capital-investissement Thoma Bravo, ce qui représente une prime de 44% par rapport au cours moyen de l'action au cours des trois derniers mois.

Vertiv (+25%) : Le fournisseur américain d'équipements pour centres de données surfe sur la ferveur de l'IA. Il a dévoilé des résultats trimestriels solides et supérieurs aux attentes, avec des ventes en hausse de 8% et des commandes en augmentation de 60%, poussées par une croissance significative dans toutes les régions. Le groupe a donc annoncé le lancement d'un programme de rachat d'actions et relevé ses prévisions semestrielles et annuelles.

Anglo american (+22%) : Le groupe d'exploitation minière, coté à Londres, a reçu cette semaine une offre d'achat de 38,8 milliards de dollars de la part du géant australien BHP, qui voulait constituer le premier producteur mondial de cuivre. Le groupe britannique a trouvé que l'offre sous-évaluait la société et était peu attractive pour ses actionnaires, et l'a finalement rejetée.

BeiGene(+19%) : Une bonne nouvelle pour la biotech chinoise spécialisée dans l'oncologie, cotée aux Etats-Unis. La Commission européenne a approuvé son médicament tislelizumab en tant que traitement du cancer du poumon non à petites cellules dans trois indications. Le groupe a également confirmé l'efficacité de son traitement Brukinsa, en présentant de nouvelles données lors d'un événement médical cette semaine.

Hasbro(+16%) : Le géant américain du jeu signe des ventes trimestrielles en repli (-24%), principalement liées à la cession de sa filiale de contenu audiovisuel eOne et à un recul du segment produits de consommation, mais supérieures aux attentes. Le programme de réduction des coûts du groupe a par ailleurs porté ses fruits : il a nettement amélioré sa rentabilité et dévoile une marge d'exploitation de près de 20%. Fort de la performance de ses autres segments de vente, il confirme

ses prévisions annuelles.

Tesla (+15%) : Tesla ne va pas mieux, les ventes sont en chute libre (9% de recul du chiffre d'affaires au premier trimestre) et les ennuis s'amoncellent (malfunctions et rappel de véhicules). Mais le constructeur automobile a ravi les marchés en promettant de lancer en 2025 des véhicules à bas prix pour inverser la tendance, en travaillant sur l'efficacité de ses lignes de production. Il n'en fallait pas plus pour mettre fin à la tendance baissière du titre.

FLOPS

Evotec (-30%) : La biotech allemande poursuit sa chute. Plombée par une hausse des coûts liés à l'extension de sa production et les conséquences d'une cyberattaque au printemps dernier, la société a publié des résultats annuels décevants et des perspectives prudentes. Le groupe a nommé un remplaçant au poste de PDG, après le départ surprise de Werner Lanthaler, et annoncé revoir ses priorités, mais ces annonces n'ont pas calmé les investisseurs. Le titre cède 56% depuis le début de l'année.

OVH Cloud (-28%) : Le spécialiste français de l'informatique dématérialisée déçoit. Plombé par une faible demande, il dévoile un ralentissement de croissance de son chiffre d'affaires semestriel, pourtant en hausse de 10,8%. Il fait aussi état d'une rentabilité améliorée, avec un EBITDA en augmentation de 18,3% et une marge brute d'exploitation de 37,9%. Mais le marché a sanctionné la révision à la baisse des perspectives de croissance annuelle : le groupe entrevoit une progression des revenus de 9% à 10%, contre 11% à 13% précédemment.

Hertz (-23%) : Le loueur de voitures continue de payer l'échec de sa stratégie dans les véhicules électriques. Il dévoile un chiffre d'affaires en timide progression sur le trimestre (+2%) et une perte plus importante que prévu, aggravée par l'augmentation des coûts de réparation de sa flotte. Il annonce son intention de vendre 10 000 véhicules électriques supplémentaires, pour un total de 300 000 cette année. Le titre a abandonné 55% depuis le 1er janvier et touché un plus bas absolu cette semaine.

JetBlue (-20%) : Mauvaises nouvelles en escadrille pour la compagnie aérienne américaine. Elle publie une perte nette en hausse et des recettes d'exploitation en baisse de 5.1% pour le trimestre écoulé, et anticipe un repli de son chiffre d'affaires pour le prochain trimestre (entre 6,5 et 10,5%) et pour l'année. Le groupe accuse une surcapacité en Amérique Latine et envisage donc de supprimer des liaisons en Colombie et au Pérou.

Volvo Car (-17%) : Le constructeur automobile suédois, propriété du chinois Geely, a dévoilé un bénéfice net en recul de 10%, un bénéfice d'exploitation en repli de 8%, et un chiffre d'affaires en baisse de 2%. Il attribue ces revers à des marges plus faibles et des effets de change défavorables. Il signe toutefois un volume de ventes en hausse de 12%, avec une belle progression de l'électrique. Le groupe anticipe une demande soutenue pour 2024.

Adyen (-15%) : La fintech néerlandaise,

chouchou des investisseurs, n'a pas démenté. Elle a publié un volume de transactions en hausse de 46%, porté par la bonne santé de ses activités en Amérique du nord et des revenus nets en augmentation de 21%, mais légèrement inférieurs aux prévisions, ce qui a déçu le marché. Ce dernier a également sanctionné le taux d'utilisation, plus faible que prévu. Notons que la valeur conserve la confiance des analystes, mais que plusieurs bureaux ont réduit leur objectif de cours sur le titre.

Matières premières

Energie : Petite progression hebdomadaire du pétrole, qui renoue avec la hausse après deux semaines de baisse. Il faut dire que les opérateurs s'accommodent des tensions géopolitiques et estiment que les récents événements entre l'Iran et Israël sont clos. Ce sont donc d'autres catalyseurs qui prennent le relais, notamment l'évolution de la politique monétaire de la Fed. La menace de taux d'intérêt plus élevés pour longtemps pèse sur le pétrole. En attendant, la dernière donnée sur l'inflation américaine, l'indice PCE, en ligne avec les attentes des économistes, soulage quelque peu ce danger. Au niveau des prix, le Brent s'échange en hausse autour de 88,50 USD tandis que le WTI se négocie autour de 84 USD.

Métaux : Le cuivre reste orienté à la hausse à Londres, où il s'échange autour de 9865 USD (pour son prix spot). Cette belle dynamique est liée d'une part à l'affaiblissement du billet vert et d'autre part à des perspectives moins radieuses sur l'évolution de l'offre. En effet, le Chili, qui est un poids lourd dans la production de cuivre, a revu à la baisse ses perspectives de croissance de sa production cette année. Sa production nationale devrait s'établir à 5,51 millions de tonnes contre

5,63 dans ses précédentes estimations. Relevons également la tentative manquée de concentration sectorielle puisque Anglo American a rejeté l'offre de rachat de son rival BHP Group. Du côté des métaux précieux, l'once d'or reprend son souffle et cède du terrain à 2340 USD.

Produits agricoles : Le cours du blé s'offre un rebond d'envergure à Chicago en passant de 570 à 640 cents en une semaine (pour le contrat de juillet 2024). Le dernier rapport du Département américain de l'agriculture (USDA) est plutôt mitigé pour cette culture puisque le rapport pointe à la fois un ralentissement des exportations américaines de blé et une détérioration des cultures. Le boisseau de maïs progresse également, mais dans des proportions plus modestes à 450 cents.

La Fed au rattrapage

La semaine charnière entre avril et mai sera marquée par quelques journées fébriles çà et là et par une série d'indices destinés à percer le mystère de la politique monétaire. La première estimation de l'inflation européenne d'avril sera disponible dès mardi. Aux Etats-Unis, le taux de chômage de mars sera annoncé vendredi, mais c'est la décision de la Fed, mercredi, qui attirera toute l'attention. La banque centrale américaine ne changera rien à ses taux, mais ses commentaires seront assurément parmi les plus importants de l'année compte tenu des craintes actuelles des investisseurs sur la politique monétaire. L'agenda des publications sera encore copieusement garni avec Apple, Amazon, Eli Lilly, AMD, Coca-Cola, McDonald's et Pfizer aux Etats-Unis. Ainsi que Novo Nordisk, HSBC, AXA, Stellantis, GSK ou Shell en Europe. Excellent weekend à toutes et à tous.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

| Cours du : 25 Avril 2024 Valeur : 29 Avril 2024 | | | |
|--|-------------------------|-------------|-------------|
| BASE | DEVICES | COURS ACHAT | COURS VENTE |
| 1 | USD US DOLLAR | 134.3232 | 134.3382 |
| 1 | EUR EURO | 144.0482 | 144.1180 |
| 1 | GBP POUND STERLING | 168.0300 | 168.1119 |
| 100 | JPY JAPANESE YEN | 86.2871 | 86.3134 |
| 1 | CNY CHINESE YUAN | 18.5348 | 18.5371 |
| 1 | CHF SWISS FRANC | 147.0424 | 147.1232 |
| 1 | CAD CANADIAN DOLLAR | 98.1823 | 98.2220 |
| 1 | DKK DANISH KRONE | 19.3149 | 19.3187 |
| 1 | SEK SWEDISH KRONA | 12.3780 | 12.3828 |
| 1 | NOK NORWEGIAN KRONE | 12.2581 | 12.2618 |
| 1 | AED UAE DIRHAM | 36.5674 | 36.5815 |
| 1 | SAR SAUDI RIYAL | 35.8119 | 35.8187 |
| 1 | KWD KUWAITI DINAR | 436.3977 | 436.5882 |
| 1 | TND TUNISIAN DINAR | 42.4523 | 42.8790 |
| 1 | MAD MOROCCAN DIRHAM | 13.2270 | 13.2285 |
| 1 | LYD LIBYAN DINAR | 27.4409 | 27.5814 |
| 1 | MRU MAURITANIAN OUGUIYA | 3.5367 | 3.5371 |
| 1 | SDR SPEC. DRA. RIGHTS | 176.8162 | 176.8162 |

FRANCE

Les créations d'entreprises repartent en baisse

Elles "diminuent nettement dans l'enseignement, la santé, l'action sociale", souligne l'Insee.

Le nombre de créations d'entreprises est reparti légèrement à la baisse (-0,3%) en février en France, après un rebond de 2,6% en janvier, a indiqué vendredi l'Insee, principalement en raison d'un recul des créations d'entreprises dans l'enseignement, la santé et l'action sociale. Globalement, ce recul mensuel est dû à un recul des créations d'entreprises classiques (-0,9% après +2,8%), tandis que celles de micro-entreprises sont restées quasi stables (+0,1% après +2,4%).

93.594 entreprises ont été créées en février, dont 34.016 entreprises classiques et 59.578 micro-entreprises, précise l'Institut national de la statistique et des études économiques. Ces données sont corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables.

En données brutes, le nombre total d'entreprises créées sur les douze derniers mois (de mars 2023 à février 2024), augmente de 2,8% par rapport aux mêmes mois un an

plus tôt, principalement porté par le micro-entrepreneuriat (+6,7%). Par secteurs, les créations d'entreprises "diminuent nettement dans l'enseignement, la santé, l'action sociale" (-5,1% après +1,5%), souligne l'Insee. Elles baissent aussi "de nouveau dans les transports et entreposage" (-2,6% après -0,5%), "et se replient partiellement dans les activités financières et d'assurance" (-6,4% après +14,0%).

Redressement dans l'immobilier

À l'inverse, elles "continuent d'augmenter dans le soutien aux entreprises" (+1,5% après +0,9%) et dans la construction (+2,8% après +1,3%), et se redressent dans les activités immobilières (+4,0% après -4,9%). Sur trois mois (décembre 2023 à février 2024), le nombre cumulé d'entreprises créées "augmente fortement par rapport aux mêmes mois un an auparavant" (+9,9%). Cette hausse est portée "par le dynamisme

des créations d'entreprises individuelles sous le régime de micro-entrepreneur" (+12,8%) et celle des entreprises individuelles classiques (+12,5%), moins par celle des sociétés (+2,7%).

Sur cette période, le secteur des transports et entreposage est "celui qui contribue le plus à la hausse" (+5.000 créations), notamment via les créations d'entreprises dans les "autres activités de poste et de courrier" (+3.300 créations), "qui comprennent notamment la livraison à domicile".

Comme chaque mois depuis l'an dernier, l'Insee met en garde après la mise en place du guichet électronique des formalités d'entreprises. "Les évolutions des créations d'entreprises en comparaison avec l'année 2023 doivent être interprétées avec une grande prudence", précise l'Insee, ajoutant que "le changement important" que constitue la mise en place de cet instrument "a fragilisé le suivi conjoncturel des créations d'entreprises au cours de l'année 2023".

MÉDICAMENTS

Sandoz investit en Europe pour réduire la pénurie d'antibiotiques

Pour rester compétitif face à la concurrence asiatique, Sandoz mise sur de plus gros volumes de ventes, et sur l'efficacité de son outil industriel.

Le dernier producteur intégré sur le Vieux Continent d'amoxicilline est mis au défi de rester compétitif face à ses rivaux asiatiques. Les ruptures d'amoxicilline, ces deux derniers hi-

vers, ont laissé de mauvais souvenirs. Une partie de la solution aux pénuries récurrentes de cet antibiotique se niche au Tyrol, dans le petit village bucolique de Kundl, en Autriche, qui abrite le dernier site de production d'amoxicilline entièrement intégré d'Europe.

Ce site appartient à Sandoz, spécialiste des médicaments génériques et

des biosimilaires - l'équivalent des génériques pour les médicaments biologiques. Tout juste séparé du laboratoire suisse Novartis, Sandoz vient d'investir 200 millions d'euros à Kundl pour muscler ses capacités de production de ce qui est l'antibiotique le plus prescrit en France. Le gouvernement autrichien y a contribué à hauteur de 50 millions d'euros.

300.000 comprimés par heure
Le groupe inaugure jeudi un nouveau bâtiment de 3000 m², soit une extension de surface de 10 % de son usine autrichienne. Il abrite de nouvelles lignes de production automatisées, qui séchent et transforment en comprimés le principe actif (ces substances...)

POLITIQUE DE L'UE

Le plan de l'Europe pour les retraites ne fonctionne pas

Deux ans après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, le produit de retraite pan-européen tant annoncé n'a qu'un seul fournisseur, dans seulement quatre États membres. Cinq ans après la finalisation par l'Union européenne de son plan de retraite privé européen, le PEPP (Pan European Personal Pension), l'adhésion est décevante. À l'heure actuelle, il n'y a qu'un seul fournisseur, Finax. Son directeur général, Juraj Hrbatý, explique que son PEPP a

environ 11 millions d'euros d'actifs sous gestion et qu'il n'est actuellement disponible que pour les épargnants de quatre États membres. "Après un an de fonctionnement sérieux, nous avons environ 5 000 clients", indique Juraj Hrbatý à Euronews. "C'est moins que ce à quoi nous nous attendions".

De son propre aveu, sa nouvelle entreprise est, dans le contexte de l'industrie des pensions de l'Union européenne qui représente des milliers

de milliards d'euros, encore "des cacahuètes, personne". Lors de son lancement, le PEPP n'a pas souffert d'un manque de publicité. Juste avant les dernières élections européennes de 2019, l'ancien vice-président de la Commission, Jyrki Katainen, a affirmé que le PEPP "donnerait à tous les citoyens la possibilité d'épargner pour leur retraite", ouvrant ainsi un "véritable marché pan-européen".

POUR NÉGOCIER TRANSFERT DE DONNÉES ET DÉPLOIEMENT DE L'AUTOPILOTE TESLA

Elon Musk débarque en Chine

La visite surprise du patron de Tesla coïncide avec le Salon de l'automobile de Pékin, d'où le constructeur est absent depuis 2021, et qui s'achèvera samedi 4 mai. Un jet privé du PDG de Tesla, Elon Musk, a atterri ce dimanche à Pékin, vient d'officialiser la télévision d'État chinoise. «À l'invitation du Conseil chinois pour la promotion du commerce international, le PDG de Tesla Elon Musk est arrivé à Pékin cet après-midi», a indiqué CCTV. Le milliardaire a rencontré Ren Hongbin, le chef du Conseil chinois pour la promotion du commerce international, «afin de discuter des prochaines étapes en termes de coopération et d'autres sujets». Elon Musk entame donc une visite surprise en Chine, le deuxième

marché le plus important pour le constructeur automobile. D'après l'agence de presse Reuters, il chercherait à rencontrer de hauts responsables chinois pour discuter du déploiement du logiciel Full-Self Driving (FSD) et obtenir l'autorisation de transférer à l'étranger des données collectées dans le pays pour former des algorithmes pour ses technologies de conduite autonome. Depuis 2021, Tesla a stocké toutes les données collectées par sa flotte chinoise à Shanghai, comme l'exigent les autorités de régulation chinoises, et n'en a transféré aucune aux États-Unis. Les conditions de circulation compliquées en Chine, avec plus de piétons et de cyclistes que dans de nombreux autres marchés, offrent davantage de scénarios qui

sont essentiels pour former les algorithmes de conduite autonome à un rythme plus rapide, selon les experts de l'industrie interrogés par Reuters. Le constructeur américain de véhicules électriques a lancé la FSD, la version la plus autonome de son logiciel Autopilot, il y a quatre ans, mais ne l'a pas encore mise à disposition en Chine malgré les demandes pressantes de ses clients. Ce mois-ci, Elon Musk a déclaré que Tesla pourrait mettre la FSD à la disposition des clients en Chine «très bientôt», en réponse à une question posée sur la plateforme de médias sociaux X. Les constructeurs automobiles chinois rivaux, tels que Xpeng, ont cherché à prendre l'avantage sur Tesla en déployant un logiciel similaire.

AGROALIMENTAIRE

Danone a reçu les autorisations de Moscou pour vendre sa filiale russe

Le groupe agroalimentaire français Danone a annoncé vendredi avoir reçu les autorisations réglementaires russes pour pouvoir céder sa filiale locale à un proche du dirigeant tchétchène Ramzan Kadyrov. Le géant agroalimentaire français Danone a annoncé vendredi soir avoir obtenu "les autorisations réglementaires russes requises" pour céder à un proche du dirigeant tchétchène Ramzan Kadyrov sa filiale en Russie, retirée il y a dix jours par Moscou des sociétés placées temporairement sous contrôle gouvernemental. Cette cession à la société "Vamin R LLC" - connue sous le nom de Vamin Tatarstan -, une société laitière russe appartenant à Mintimer Mingazov, un homme lié à Ramzan Kadyrov, "est prévue dans les prochaines semaines", a précisé Danone dans un communiqué.

BCE

La banque inflige une amende de 3,5 millions d'euros au Crédit Mutuel

La banque a employé une méthode conduisant à sous-estimer le risque de crédit sur des portefeuilles de prêts. La Banque centrale européenne a infligé une amende de 3,54 millions d'euros au groupe Crédit Mutuel pour avoir employé une méthode conduisant à sous-estimer le risque de crédit sur des portefeuilles de prêts, a-t-elle annoncé jeudi. Cette somme résulte de deux sanctions relatives à l'utilisation par la banque de modèles internes, indique la BCE dans un communiqué. «Entre mai 2021 et avril 2022, lors de l'utilisation de ses modèles internes pour déterminer ses actifs pondérés, la banque n'a pas appliqué les planchers fixés par la BCE pour calculer le risque de crédit de certaines expositions», ajoute l'institution monétaire, expliquant que cela l'a empêchée d'avoir «une vue d'ensemble du profil de risque de la banque».

Une décision bientôt contestée ?

La sous-estimation des actifs pondérés en fonction des risques signifie que la banque a déclaré un ratio clé («Common Equity Tier 1») plus élevé qu'elle n'aurait dû. Ce ratio est un indicateur important de la solidité des fonds propres d'une banque et de sa capacité à absorber les pertes. La BCE, superviseur unique de quelques 115 plus grandes banques de la zone euro, a déjà prononcé une vingtaine de sanctions contre des établissements privés. La banque peut contester la décision de la BCE devant la Cour de justice de l'Union européenne.

Ces voitures électriques qui perdent 50 % de leur valeur en un an !

Une étude menée aux États-Unis montre à quel point certains véhicules perdent de leur valeur sur le marché de l'occasion. Une dépréciation qui touche particulièrement l'électrique.

Voilà qui risque de ne pas apporter plus d'eau au moulin (ou de vent à l'éolienne ?) de l'électrique, alors que dans certains pays, comme l'Allemagne, les ventes marquent le pas. Une étude a été publiée ces derniers jours par iSeeCars.com, un spécialiste de la recherche de véhicules de seconde main basée sur les données et permet de voir qu'en effet, certaines voitures électriques d'occasion ont perdu une grande partie de leur valeur, et très peu de temps ! L'étude au départ n'est pas orientée sur l'électrique spécialement, mais sur l'ensemble du marché (américain) et s'attache à déterminer quels sont les modèles d'occasion récents qui proposent les plus grosses économies par rapport à leur prix neuf. Il ne fait pas de mystère qu'en quittant une concession perd déjà une partie de sa valeur. On parle souvent de 20 %. Mais vous allez voir qu'ici, certains modèles vont presque jusqu'à perdre 50 % de leur prix d'origine !

Cinq électriques dans le top 10 de la dévaluation

Pour mener à bien son étude, iSeeCars a analysé pas moins de 1,6 million de voitures sur le marché américain, neuves (2023 ou 2024) ou d'occasion (2022 ou 2023), arrivées sur le marché entre janvier et mars 2024, et présentant des kilométrages jusqu'à 20 % inférieurs à 13,476 miles (21 687 km), ce dernier représentant la moyenne annuelle. Et si lors de l'analyse, il est apparu qu'un véhicule d'occasion faiblement kilométré et récent perdait en moyenne 12,8 % de sa valeur, soit 5778 \$ (l'équivalent actuel de 5335 €) par rapport à un prix neuf moyen de 45 106 \$ (environ 41 650 €), certains perdent bien plus. À l'image de la Mercedes EQS (version SUV et AMG incluses), qui perd en moyenne 48,7 % de son prix en seulement un an selon les données récoltées dans l'étude. Comprenez par là qu'il passe de 136 374 \$ à 71 231 \$, soit 65 143 \$ de différence ! D'ailleurs si l'on regarde le classement, on peut voir que sur les 10 voitures qui ont le plus perdues de leur valeur, 5 sont électrique : la Nissan Leaf (-45,7 %), le Kia EV6 (-33,3 %), la Hyundai Ioniq 5 (-32,9 %) et le Volkswagen ID.4 (-32,9 %). Mais proportionnellement, avec un prix de départ bien moindre que celui de l'EQS, la perte est bien moins grosse.



Et les voitures qui se dévaluent le moins ?

Évidemment les électriques ne sont pas les seules à perdre de leur valeur. Ainsi dans le classement on peut aussi trouver la Jaguar F-Pace (-35,4 %), l'Alfa Romeo Giulia (-33,4 %), ou encore la Mercedes Classe S (-31,5 %). A contrario, l'étude s'est aussi amusée à mettre la lumière sur les véhicules qui se déprécient le moins, quitte d'ailleurs à ce qu'ils soient plus intéressants à acheter neufs plutôt que d'occasion, la différence entre les deux étant tellement peu élevée. Et là, c'est le Land Rover Range Rover qui se classe en tête de tableau, lui qui coûte même plus cher en occasion qu'en neuf : + 2,8 %, soit 4067 \$ pour un prix d'occasion moyen de 147 311 \$. La production relativement limitée du modèle, et le fort pouvoir d'achat des clients pourraient expliquer le fait que certains d'entre eux seraient plus enclins à mettre un peu plus en occasion pour ne pas avoir à attendre leur modèle neuf.

Juste derrière, on trouve la Kia Rio qui perd 0,1 % de sa valeur en un an, soit 21 \$, et le Mercedes Classe G en 3^e place, -2,3 %, soit -4587 \$ et un prix moyen d'occasion de 196 112 \$. La suite, ce sont cinq hybrides dans le top 10, des modèles pas vendus chez de notre côté de l'Atlantique (Ford Maverick, Toyota Sequoia). Quant à l'électrique, il est quand même présent en 11^e et 16^e position, respectivement avec les Tesla Model X et Model Y qui, en dépit de baisses de prix successives, limitent la baisse en occasion à 6,9 % et 8,3 %.



GOOGLE I/O

La grande conférence approche, avec de l'IA ou encore Android 15

À quelques encablures du début des festivités, la conférence Google I/O 2024 dévoile ses grandes lignes. Au programme : des sessions dédiées aux dernières innovations en matière d'intelligence artificielle et autour d'Android 15, ainsi que des ateliers pratiques pour les développeurs.

Un peu plus de deux semaines avant son ouverture officielle, la Google I/O dévoile un programme qui s'annonce riche en nouveautés. Dédié principalement aux développeurs, cet événement annuel est l'occasion pour la firme de Mountain View de présenter ses dernières innovations en matière de logiciels, d'outils et de plateformes. Cette année, l'accent sera vraisemblablement mis sur l'intelligence artificielle et sur la prochaine version de son système d'exploitation : Android 15.

I/O 2024 : Google dévoile le programme, de nombreux ateliers prévus pour les développeurs

Le 25 avril dernier, Google a partagé la liste des sessions qui auront lieu à partir du 14 mai prochain à l'occasion de la Google I/O 2024. Un programme qui s'annonce d'ores et déjà chargé pour les développeurs puisque ces derniers pourront participer à plus de 150 sessions et contenus d'apprentissage, comme cela nous est relayé par 9to5Google. Voici les quatre principales sections qui composeront cette édition 2024 :

- **Mobile** : Développez pour divers publics et facteurs de forme ;
- **Web** : Créez des applications et des sites rapides et sécurisés pour le Web ;
- **IA** : Accédez à des modèles d'IA de pointe et à des outils Open Source pour le machine learning ;



● **Cloud** : Simplifiez et faites évoluer le développement de bout en bout. Comme indiqué sur le site officiel de l'événement, les développeurs peuvent dès à présent planifier leur propre I/O 2024 en choisissant les conférences qu'ils souhaitent suivre et les sessions techniques auxquelles ils désirent participer. On dénombre pas moins de 16 thématiques qui viendront agrémenter l'événement : Accessibilité, IA/Machine Learning, Android, Angular, AR/VR, Chrome OS, Cloud, Conception, Firebase, Flutter, Go, Google Play, Lieu/Maps, Maison connectée, Wear OS et Web.

● **Android 15, WearOS, Gemini... il y a en aura pour tous les goûts**

Dans quelques jours, nous découvrirons également les dernières nouveautés de Wear OS, le système d'exploitation des montres connectées Google, les récentes évolutions de Gemini, l'IA générative de Google, ou encore les futures fonctionnalités à venir dans Chrome.

Si l'événement s'étendra jusqu'au 16 mai, rappelons que la conférence d'ouverture aura lieu le 14 mai 2024. Celle-ci devrait lever le voile sur diverses annonces hardware, dont le très attendu Pixel 8a qui a déjà fuité à maintes reprises.

COCA-COLA & MICROSOFT

L'alliance de deux géants autour du cloud et la GenAI

Les deux compagnies qui avaient annoncé un premier partenariat de cinq ans il y a tout juste quatre ans, en avril 2020, n'ont pas attendu la fin de celui-ci pour annoncer un élargissement de leur accord pour la même durée. Coca-Cola vient de s'engager à investir 1,1 milliard de dollars pour étendre son utilisation des services cloud de Microsoft et accéder à ses capacités d'IA générative.

Des sodas comme le célèbre Coca-Cola, Sprite et Fanta aux boissons énergisantes comme Monster Energy, en passant par les thés glacés de la gamme Fuze Tea, Coca-Cola possède et commercialise une vaste gamme de produits à travers le monde.

En 2020, les entreprises n'appréhendaient pas encore le potentiel des IA génératives pour leur industrie, l'arrivée de ChatGPT fin 2022 a totalement bouleversé la donne, et depuis, leur adoption a connu une croissance exponentielle. Les organisations de toutes tailles explorent désormais comment l'IA générative peut transformer leurs opérations, leurs produits et leurs services, Coca-Cola n'y fait pas exception.

Preuve en est que, si dans le cadre du partenariat amorcé en 2020, il était prêt à investir 250 millions de dollars pour utiliser Microsoft Azure, Dynamics 365 et Microsoft 365, il est aujourd'hui prêt à engager plus de 1,1 milliard de dollars pour utiliser les derniers outils d'IA générative de Microsoft, notamment Azure OpenAI Service.

Coca-Cola qui a migré toutes ses applications vers Microsoft Azure travaille désormais avec Microsoft au développement de nouveaux cas d'utilisation d'IA générative dans diverses fonctions commerciales, allant du marketing à la fabrication, en passant par la chaîne d'approvisionnement. Ils explorent également comment améliorer au sein des marques de Coca-Cola la productivité avec Copilot pour Microsoft 365 et l'expérience client grâce aux assistants d'IA générative proposés en preview sur Azure OpenAI Service depuis février dernier.

Le FBI en alerte sur de fausses applications de vérification pour sécuriser les apps de rencontre

Les hackers traquent leurs victimes sur les applications de rencontre en les incitant à télécharger un système de protection contre les prédateurs sexuels ou les brouteurs. Ils utilisent ensuite la technique du « pig butchering » pour les dépouiller. Il faut croire que l'adage « heureux au jeu, malheureux en amour » ne concerne pas les hackers. Car c'est bien sur les applications de rencontre qu'ils traquent leurs victimes, et certainement pas dans le but de leur décocher une flèche en plein cœur. Le FBI tire la sonnette d'alarme sur une pratique qui se répand de plus en plus sur les applications de rencontre, dont on sait qu'elles peuvent comporter certains risques, dont celui de tomber sur un Simon Leviev, aka l'arnaqueur de Tinder, ou Aleksandr Zhadan, qui a utilisé ChatGPT pour séduire plus de 5 000 femmes. L'arnaque en question s'apparente au « pig butchering », initialement utilisé dans le domaine des cryptos. Elle consiste pour les hackers à traquer leurs victimes sur les applications de rencontre et à utiliser le sentiment d'insécurité pour ensuite les dépouiller jusqu'à leur dernier sou.

Le « pig butchering » détourné de sa fonction initiale pour arriver aux mêmes fins sur les applications de rencontre

Pour arriver à leurs fins, les hackers qui sévissent sur les applications de rencontre ont recours à une méthode d'extorsion propre à l'univers des crypto-monnaies, le « pig butchering », cuisinée à leur sauce. Ce terme, qu'au passage, Google a préféré ne pas adopter ni approuver, fait référence à l'idée que, tout comme un porc est nourri avant d'être abattu, la victime est « engraisée » par son bourreau avant d'être escroquée. La phase la plus délicate consiste en l'établissement d'une relation de confiance et des promesses de gains rapides et élevés. Pour l'appâter, le pirate envoie à sa cible des success stories de personnes ayant amassé des fortunes grâce à son placement. Mise en confiance, la victime est alors invitée à investir d'abord de petites sommes, puis de véritables fortunes. Et au moment de récupérer son argent, non seulement le compte est vide, mais en plus, le faux investisseur a disparu avec l'argent que la victime lui a directement versé à son insu. Simple

mais imparable.

Sur les applications de rencontre, remplacez le faux investisseur par un faux ange gardien, la promesse du gain rapide et sûr par celle de la sécurité contre les mauvaises rencontres, et le tour est joué.

Les recommandations du FBI pour se protéger de ces arnaques sur les applications de rencontre

Pour protéger les potentielles victimes de ces arnaques sur les applications de rencontre, le FBI émet des recommandations simples et explique en amont comment elles se déroulent. Dans un premier temps, les hackers échangent avec leurs victimes et tentent rapidement de les inviter à se connecter vers un site crypté pour assurer leur sécurité par le biais d'un système de vérification des personnes qu'elles souhaitent rencontrer.

« Sous couvert de sécurité, le fraudeur fournit un lien qui dirige la victime vers un site web annonçant un processus de vérification "gratuit" pour la protéger contre l'établissement d'une relation avec des prédateurs, tels que des délinquants sexuels ou des tueurs en série », explique le FBI.

Le site en question est illustré d'articles bidon vantant ses mérites pour mettre la victime en confiance. Ensuite, l'escroc lui demande de communiquer ses données personnelles comme son nom, son numéro de téléphone, son adresse mail et son numéro de carte de crédit pour « terminer le processus ». La victime est alors redirigée vers une autre application de rencontre, cette fois-ci privée, qui lui propose un abonnement mensuel. Le FBI explique que les escrocs ont alors deux leviers de prélèvement pour dépouiller leurs victimes : leurs coordonnées bancaires pour se servir à la source et la menace de revendre ces données sur le dark web, à moins de payer une rançon.

Pour éviter cette catastrophe émotionnelle et financière, le FBI émet les recommandations d'usage comme, entre autres, ne pas cliquer sur des liens ni ouvrir des pièces jointes de sources inconnues. Vous pouvez également utiliser des applications sécurisées telles que Tinder, qui propose désormais son option « Partager mon rendez-vous » pour donner à vos proches des informations précises sur votre futur date et signaler tout comportement suspect.

Mots fléchés

| | | | | | | | |
|-----------------------|---|-----------|---|------------------------------------|-------------------------------|---|------------------------------------|
| Jouissance | Erraient | | | Auteur de la Tronche-en-Biais | Situations de manque | Coiffure tronconique | Travaux forcés |
| Délibéré- rément | Espace de temps | | Ruse | Nid de rapace | Réputation | | On connaît de lui la cravate |
| | | | | | | | |
| Palefre- nier | | | Vers | | | Ménagerie Mer entre l'Europe et l'Asie | |
| Bordel | | | | | Patriarche biblique | | Niels- bohrium |
| | | | | | Crise | | Veuve |
| Lettre grecque | | | Déclaras | | | | |
| Petit officier | | | Défauts | | | | |
| | | | | | Perte de mémoire | | |
| | | | | | Allongeoins | | |
| Très bonne note | Se baigner | | | | | Pronom personnel | Petit ruisseau |
| | Broyer | | | | | | Connu |
| | Ville de falaises Notre cher continent qu'on dit vieux ? | | | | | | Humour |
| | | | | | | Kidnapping | Astate |
| | | | | | | | |
| | | | Exprimai | | | Liquide vital | |
| | | | | | | L'Irlande | Désolé |
| Lieu de fouilles | | | Promesse | | | | |
| Membre | | | Périodes de trois mois environ | | | | Spectacle magnifique |
| | | | | | | | |
| | | | Colère passée | Organe de la vue | | | Médiocre |
| | | | | | | | Pageot |
| Risquai | | | | | | | |
| Grosses araignées | | | | Espoir | Rehaussa | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | Lavabos | | |
| | | | | | Possèdent | | |
| Anneaux de cordage | | | | | | Arbre | Personnes |
| | | | | | | | |
| Basané | Prompt | Fabriques | Partie tombante d'un vêtement | | | Bon sens | Orifice |
| | | | | | | | |
| | | | Exces- sifs | | | | |
| | | | Note de musique | | | | |
| Affirmé | | | | | | Baudet | Fleuve russe |
| Petite pomme | | | | | | Disparu | Ville du midi de la France |
| | | | Tantale | | Ration de nourriture | | |
| | | | Levé au Moyen Âge | | Futur officier français | | |
| Fille de Cadmos | | | | Natives | | | Dispositif de flipper |
| Poissons | | | | | | | |
| | | | | Groupe de maisons identiques | | | Avant UE |
| | | | | | | | |
| Levant | | | | L'Irlande poétique | | | Cantine huppée |

Larbaoui se rend au Kenya pour le Sommet de l'IDA21

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, se rend, dimanche en République du Kenya, en sa qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour prendre part au Sommet pour la reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA21) pour l'Afrique, indique un communiqué des services du Premier ministre. Ce sommet, prévu lundi à Nairobi, vise à discuter de la reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement et à tracer les orientations stratégiques permettant de mobiliser les financements nécessaires à la réalisation des Objectifs de développement durable en Afrique, selon le communiqué.



INSPECTION DU TRAVAIL

11 234 infractions enregistrées en trois mois

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a réaffirmé à l'occasion de la vingtième édition de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, l'engagement de l'Algérie à consacrer le droit fondamental à un environnement de travail « sûr et sain ».

Dans son allocution à l'ouverture des travaux de cette rencontre, le ministre a révélé que durant l'année 2023, l'inspection du travail a effectué 241.625 visites de contrôle et d'inspection dans 38.725 lieux de travail, regroupant 4.595.823 travailleurs, et émis 38.725 PV d'infraction. Elle a mis en place également 764 commissions paritaires pour la protection sanitaire et ouvert 43 structures pour la même raison.

Et d'ajouter : « Au premier trimestre de 2024, l'inspection a opéré 61.499 visites d'inspection et rédigé 11.234 PV d'infraction sur ces lieux de travail ».

Quant à la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas), elle a effectué, en 2023, 5.235 visites au niveau de 4.147 entreprises et élaboré 23.356 recommandations dans le domaine de la protection contre les risques professionnels et durant le premier trimestre de 2024, elle a rédigé 4.788 recommandations à l'issue de 710 visites effectuées dans 550 entreprises.

De son côté, la Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH) a effectué 37.116 visites sur les chantiers, en émettant 74.441 recommandations au profit des institutions concernées. Concernant les mauvaises conditions climatiques dans les secteurs de la construction, des travaux publics et de l'irrigation, le ministre a déclaré que 1.714 ateliers ont cessé de travailler en raison des températures élevées et depuis 2016, 28.623 travailleurs ont été indemnisés. Abordant la médecine du travail, Bentaleb a indiqué qu'en 2024, 12.990 visites médicales ont été enregistrées. « Le but étant de préserver la sûreté et la sécurité des travailleurs et l'image de notre pays ».

ALGÉRIE-ARABIE SAOUDITE

Attaf s'entretient avec son homologue saoudien à Riyad

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, s'est entretenu, dimanche à Riyad (Arabie saoudite), avec son homologue saoudien, le prince Faisal Bin Farhan, en marge de sa participation aux travaux de la Réunion spéciale du Forum économique mondial, a indiqué un communiqué du ministère.

A cette occasion, « les deux ministres se sont concertés sur les développements de la situation dans la bande de Ghaza et l'actualité liée à la question palestinienne, notamment les efforts diplomatiques consentis à tous les niveaux pour mettre fin à l'agression israélienne incessante contre les frères palestiniens et renforcer l'élan de reconnaissances officielles de l'Etat de Palestine », a précisé le communiqué.

La rencontre a également été « l'occasion de passer en revue les relations de fraternité et de coopération unissant les deux pays frères et les moyens de les renforcer davantage »,

selon la même source, qui ajoute que les deux ministres « se sont félicités de la relance des mécanismes issus du Haut Conseil de coordination et sont convenus de la nécessité de consolider et d'intensifier les efforts en vue de renforcer ces relations dans leur volet économique ».

Il est à rappeler que les travaux de la Réunion spéciale du Forum économique mondial (Forum de Davos) ont débuté, dimanche à Riyadh (Arabie saoudite). Les débats prévus dans le cadre de cet événement, qui enregistre une participation de haut niveau de plusieurs pays, organisations internationales et régionales, portent sur trois principales thématiques : la coopération internationale, la croissance et l'énergie. Le ministre des Affaires étrangères devrait participer, dimanche soir, à une séance de débat sur les "dynamiques géopolitiques et la transition énergétique", où il passera en revue le rôle et la contribution de l'Algérie à la promotion et au renforcement de la sécurité énergétique dans

son environnement régional et à l'échelle mondiale. Intervenant lors du premier jour des travaux, le président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas, a insisté sur les priorités urgentes qui se posent actuellement, notamment le cessez-le-feu à Ghaza, l'acheminement des aides humanitaires et le rejet du déplacement forcé des Palestiniens hors de leur terre et de leur pays, selon le communiqué. Ce qui se passe à Ghaza dépasse de loin ce qui s'est passé pendant la Seconde Guerre mondiale en termes de tueries et de destructions, a affirmé le Président Mahmoud Abbas, mettant en garde la Communauté internationale contre le risque d'assister à la plus grande catastrophe dans l'histoire du peuple palestinien si les forces d'occupation sionistes venaient à attaquer Rafah. Le président palestinien a conclu son intervention en appelant tous les pays du monde à reconnaître l'Etat palestinien et à lui permettre de devenir membre à part entière de l'ONU.

GREFFE D'ORGANES

Didouche inspecte plusieurs projets à Constantine

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a effectué, dimanche, une visite de travail dans la wilaya de Constantine, au cours de laquelle il a inspecté plusieurs structures et équipements relevant de son secteur.

Le ministre s'est enquis, à l'entame de sa visite, de l'état d'avancement, au chef-lieu de wilaya, des travaux de réhabilitation de l'hôtel Cirta, qui tirent à leur fin et qui devraient être achevés « très bientôt ».

M. Didouche a demandé, in situ,

à assurer une gestion « professionnelle » de ce prestigieux établissement hôtelier de façon à en faire, à nouveau, un « pôle touristique et historique faisant la fierté de la ville des ponts suspendus ».

Inspectant les travaux de réalisation d'un centre de l'artisanat, au quartier de Bab El Kantara à Constantine, le ministre a insisté sur « l'importance de cette structure dans la promotion et la préservation des produits du terroir et des métiers de l'artisanat dans une ville célèbre, notamment, pour ses ha-

bits traditionnels, ses objets de dinanderie finement ciselés et sa passementerie ».

S'enquérant de l'état d'avancement des travaux de réalisation de l'hôtel du Rocher et d'un parc de loisirs et d'attractions à Djebel Ouahch, M. Didouche a instruit les responsables concernés à l'effet d'accélérer le rythme des chantiers pour les livrer dans les délais impartis pour permettre aux touristes et aux citoyens d'en bénéficier durant la prochaine saison estivale. Le ministre a également visité, au

Palais de la culture « Mohamed-Laïd Al Khelifa » « l'exposition Cirta », où il a souligné « l'importance de l'organisation de tels événements » qui favorisent, a-t-il dit, « la création d'opportunités de coopération entre les professionnels du tourisme dans le pays, d'une part, et avec leurs homologues étrangers, d'autre part ». M. Didouche poursuivra sa visite à Constantine en inspectant d'autres projets de son secteur, dans la nouvelle ville d'Ali Mendjeli et dans la commune d'El Khroub.

TOURISME

Une équipe médicale mauritanienne pour bénéficier de l'expertise algérienne

Une équipe médicale mauritanienne est arrivée, dimanche dans la wilaya de Batna, pour bénéficier de l'expertise algérienne dans le domaine de la greffe d'organes, notamment la transplantation rénale, a indiqué un communiqué du ministère de la Santé. Cette équipe médicale, conduite par le président du Conseil mauritanien du don, du prélèvement et de la transplantation d'organes et de tissus humains, Abdelatif Sidi Aly, comprend trois chirur-

giens urologues, deux néphrologues et un chirurgien pédiatre. Durant son séjour en Algérie, l'équipe médicale mauritanienne participera à six (6) transplantations rénales, dont une sur un patient mauritanien et une autre sur un enfant, qui seront réalisées par une équipe médicale algérienne spécialisée au niveau du Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Batna. Cette initiative vise à « permettre à l'équipe mauritanienne de bénéficier de l'expérience des médecins algériens dans

la greffe d'organes », selon la même source. Une équipe médicale spécialisée en transplantation rénale du CHU de Batna doit également se rendre en Mauritanie pour réaliser des opérations de transplantation rénale sur des patients mauritaniens au Centre hospitalier national (CHN) de Nouakchott, pour « former les frères mauritaniens, prendre en charge les patients souffrant de maladies rénales et transférer l'expertise algérienne aux spécialistes mauritaniens ».

PROTECTION DES PERSONNES ÂGÉES

Krikou : «L'Algérie a assuré tous les mécanismes»

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou, a affirmé, dimanche à Alger, que l'Algérie accordait une attention particulière aux personnes âgées en leur assurant les mécanismes et mesures nécessaires pour les protéger et renforcer leur position sociale.

S'exprimant à l'occasion de la célébration de la Journée nationale des personnes âgées, organisée en collaboration avec le Fonds des Nations Unies

pour la population sous le thème « Personne âgée : expérience, accompagnement et créativité », Mme Krikou a fait savoir que l'Etat algérien accordait à cette catégorie « une attention spéciale et une priorité lors de l'élaboration de la politique nationale et de la stratégie sectorielle dans le cadre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment dans le secteur de la solidarité nationale, à travers des mécanismes et des mesures garantissant leur prise en

charge et renforçant leur position sociale ».

Après avoir soutenu que la prise en charge des personnes âgées nécessitait « la convergence des efforts de tous les acteurs », la ministre a souligné que son secteur « œuvrait à la prise des mécanismes d'intervention, d'assistance et d'accompagnement pour les cas sociaux qui nécessitent une intervention, et ce, à travers l'adoption de mesures visant à améliorer leur niveau de vie ». Elle a salué, dans ce sens, « la décision du pré-

sident de la République portant revalorisation des pensions de retraite ». Soulignant que l'Etat œuvrait à créer « un environnement sûr pour les personnes âgées », Mme Krikou a indiqué que le secteur de la Solidarité nationale avait lancé « le projet des jardins pédagogiques dans les maisons de retraite pour investir dans leur expérience, ainsi que la numérisation des mécanismes de prise en charge ».